

4 décembre: mobilisation contre le chômage, les précarités et les exclusions



(PHOTO THÉOQUE ROUGE/FP)

Pour en finir avec l'insécurité sociale!

Avec des chiffres du chômage à des niveaux records, des licenciements en pagaille, une précarité qui touche de plus en plus de salariéEs, la mobilisation contre le chômage, les précarités et les exclusions est une priorité. Tout comme la question des retraites, elle met à l'ordre du jour la nécessité de la redistribution des richesses.

Marre d'être licencié! Marre d'être viré! Marre du chômage imposé! Marre des boulots «occupation» de merde! Marre de la galère! Marre de la survie! Marre de justifier de sa misère! Marre des 30 premiers jours du mois difficiles! Marre de la rue! Marre d'être fiché, comptabilisé, contrôlé, culpabilisé, convoqué, accusé, exploité, déprécié, déclassé, recalé, radié, suspecté, endetté, crevé, pressé, opprimé... Marre! Marre! Marre!

Malgré les effets d'annonce du gouvernement, le taux de chômage reste explosif avec 4,6 millions de personnes inscrites à Pôle emploi. Les conditions et les accès à l'emploi sont de plus en plus précaires et difficiles: 13% des salariés ont un emploi précaire, soit 2,8 millions de personnes. Plus ou moins 8 millions de travailleurs pauvres et 3 millions de non-logés ou de mal-logés. Près de 2 millions de survivants aux minima sociaux. La litanie des dégâts collatéraux de la crise du

capitalisme pourrait s'étendre à l'infini, alors que les profits des entreprises du CAC40 ont explosé encore une fois cette année: 41,5 milliards au 1^{er} semestre 2010.

Depuis 2008, des centaines de milliers de destructions d'emplois ont eu lieu, en particulier dans l'industrie, jetant dans le chômage et la misère des milliers d'hommes et de femmes. Le combat contre le chômage, les précarités et les exclusions et celui contre les licenciements et les délocalisations sont les mêmes.

SUITE PAGE 2



(PHOTO THÉOQUE ROUGE/CM)

REGARDS

Rapport Bockel, répression des jeunes

Page 2



(PHOTO THÉOQUE ROUGE/JMB)

ACTU

Sida, la lutte continue

Page 4



PARLONS-EN

Référendum sur les retraites: parlons-en

Page 9

Agenda

4 Décembre, précarité, Paris.

Manifestation contre le chômage et les précarités, pour la justice sociale, à l'appel de ACI, Apeis, MNCP et CGT Chômeurs, avec le soutien de nombreuses organisations associatives, syndicales et politiques dont le NPA. RV à 14h30 M° Jean-Jaurès.

4 décembre, Forum des services publics, Paris.

Le Réseau des enseignants du primaire en résistance organise un Forum des services publics. RV de 9 heures à 18h30, à la Bourse du Travail de Paris, 3, rue du Château d'Eau, Paris 10° (M° Château-d'Eau).

4 décembre, Georges Abdallah, Lannemezan.

Exigeons la libération de Georges Abdallah, le plus ancien prisonnier politique en France. RV à 14 heures devant la gare, Lannemezan (lire page 11).

4 décembre, Aurore Martin, Bayonne.

Rassemblement de soutien à Aurore Martin, menacée d'extradition vers l'Espagne. RV à 16 heures, Bayonne. (lire page 11)

4-5 décembre, Droit de vote des étrangers, Rosny.

Un collectif unitaire (LDH/PS/PCF/Verts/Modem/NPA) organise une votation militante dans tous les quartiers de Rosny en faveur du droit de vote et d'éligibilité de tous les résidents étrangers. Toutes les infos sur le site : www.votation-citoyenne-rosny.org

7 décembre, réunion publique, nos réponses à la crise, Auch.

Réunion publique avec Myriam Martin (membre du comité exécutif du NPA). RV à la salle du Boulodrome à 20h30.

7 décembre, retraites, Vitrolles.

Débat « *Lutte des classes: le retour* » organisé par le comité NPA Est étang de Berre. RV à 19 heures au C.S du Bartas, quartier Petite Garrigue, Vitrolles.

8 décembre, retraites, Dampierre.

Réunion publique « *Les retraites, enjeu de société* » avec Bernard Friot. RV à 20h30, salle Gabriel-Péri, 13, avenue Gabriel-Péri, près du Parc Rosenberg, Dampierre.

8 décembre, retraites, Tarbes.

Réunion publique organisée par le NPA65, pour tirer le bilan de la mobilisation sur les retraites, avec Myriam Martin. RV à 18 heures, à la ferme Fould, rue de Broglie, quartier de l'Ormeau, Tarbes.

9 décembre, LGV, Marmande.

Débat public « *Oui aux TGV sur les lignes existantes, Non aux lignes LGV* ». RV à 20h30, salle Henriette-Bounin, Marmande.

11 décembre, conférence NPA, Montreuil.

Le NPA convie les comités et les acteurs du mouvement social à une conférence nationale de 10 à 19 heures, suivie d'un meeting à 20 heures avec Olivier Besancenot. RV espace Paris-Est, 128 rue de Paris, Montreuil (M° Robespierre).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Pour en finir avec l'insécurité sociale !

● ● ● SUIVE DE LA PAGE 1

Il concerne tout le monde, avec ou sans emploi (stable ou précaire), jeunes ou senior, femmes ou hommes, Français ou immigrés avec ou sans papiers !

Face à ce désastre, Sarkozy et les valets de son gouvernement aux ordres du Medef, des banquiers et de la haute finance n'en finissent pas de détruire l'ex-service public de l'emploi. Pôle emploi est parmi les prochaines cibles afin de livrer, à terme, l'indemnisation du chômage aux banques et aux assurances, et le placement à toutes les officines privées (comme les agences d'intérim ou les sociétés telles que Ingeus) pour lesquelles le chômage n'est qu'une source de profit. Les salariés de Pôle emploi, croulant sous la charge de travail, désorganisés par la fusion contre-nature ANPE-Assedic, et subissant la politique d'austérité (baisse des effectifs et des budgets) ont manifesté leur colère, le 9 novembre dernier (50% de grévistes). La mobilisation continue en région.

Avec la loi de casse du système de retraites par répartition et les attaques amplifiées contre la Sécu, c'est toute la protection sociale qui est

livrée aux appétits des capitalistes. Politique d'austérité du gouvernement ; services publics et protection sociale détruits ; salaires en berne ; licenciements et chômage qui explosent ; les droits les plus fondamentaux comme le logement, la santé, l'éducation et la culture... sont bafoués.

RÉPARTITION DES RICHESSES

La négociation qui s'ouvre pour la nouvelle convention Unedic est l'occasion de reposer l'exigence qui a fait le cœur de la mobilisation pour les retraites : imposer une redistribution des richesses créées par le travail. On voudrait nous faire croire qu'il s'agirait de choisir entre l'augmentation des cotisations Unedic et la valorisation des allocations des chômeurs. Nous devons au contraire proposer une refondation du système. Par la hausse de la part patronale des cotisations Unedic, on peut assurer la prise en charge d'un revenu décent pour toutes celles et tous ceux qui composent le monde du travail et que le capitalisme prive de travail : précaires,

chômeurs, handicapés. Une seule exigence : la redistribution des richesses.

Nous avons besoin d'une lutte d'ensemble contre le capitalisme et ses méfaits.

Toutes et tous dans la rue, le 4 décembre, comme une première étape vers la convergence des luttes !

Grève des chômeurs, grève des travailleurs, grève générale !

Yann (NPA 54 sud, conseiller Pôle emploi et) et Didier (NPA 54 sud animateur de La C.R.I.S.E.)



Propos recueillis par Anne Leclerc

RAPPORT BOCKEL *La répression des jeunes comme seule prévention*

Le rapport Bockel sur la prévention de la délinquance juvénile est sorti le 3 novembre. Nous avons demandé à Maria Inès, co-secrétaire générale du SNPES-PJJ/FSU, d'en faire l'analyse.

Dans quel contexte arrive ce rapport ?

Il se situe dans la continuité d'une politique qui amalgame difficultés sociales et éducatives avec délinquance et délinquance avec immigration, tout en stigmatisant les quartiers populaires. Une politique qui se refuse à prendre à bras le corps les véritables problèmes d'accès au logement, au travail, à la santé, à l'éducation et qui, au lieu de traiter la précarité et l'exclusion, contrôle et réprime les populations qui en sont victimes. Le rapport Bockel est particulièrement détestable en ce qu'il se réfère aux principes de la République pour rappeler leurs devoirs à ceux dont elle n'est plus aujourd'hui en capacité de garantir les droits fondamentaux. La stigmatisation des familles immigrées, aux forts relents islamophobes, en est la conséquence logique. À bien des égards, Jean-Marie Bockel redonne ses lettres de noblesse au fameux triptyque, « travail, famille, patrie ».

Quelles sont les grandes lignes du rapport ?

Concernant la famille, ses évolutions sociologiques et juridiques sont constatées à regret car c'est tout juste si la place chèrement acquise des femmes dans la société n'est pas remise en cause, tout comme la loi de 1970 faisant disparaître le concept de puissance paternelle pour le remplacer par celui d'autorité parentale. L'idéal de l'autorité est incarnée par le chef de famille et la notion de protection introduirait de la confusion chez des parents qui ne sauraient plus comment exercer leur autorité (entendez : qui ne sauraient plus comment punir). Il propose de mettre en place un « programme de coaching parental » et de généraliser des contrats de responsabilité parentale avec des menaces de sanctions pénales ou de suppression des allocations en cas de non respect « volontaire » de ces contrats ou stages. Quant aux parents d'origine étrangère, leurs difficultés sont analysées à l'aune de leurs origines culturelles différentes et il suffirait alors de « rendre obligatoire la participation des parents signalés à une mise à niveau linguistique et républicaine » pour mieux les insérer !

Concernant l'école, l'objectif assigné est de « restaurer la citoyenneté ». Les propositions reprennent les orientations gouvernementales en matière d'absentéisme et de décrochage scolaire, notamment les établissements scolaires de réinsertion (ERS) dont on connaît déjà les effets néfastes sur les jeunes. Alors que les réseaux de soutien scolaire aux élèves en difficulté et les services sociaux de prévention sont exsangues, l'idée détestable de lier le « repérage précoce des enfants en souffrance » à la prévention de la délinquance est reprise, confondant encore une fois prévention et prédiction.

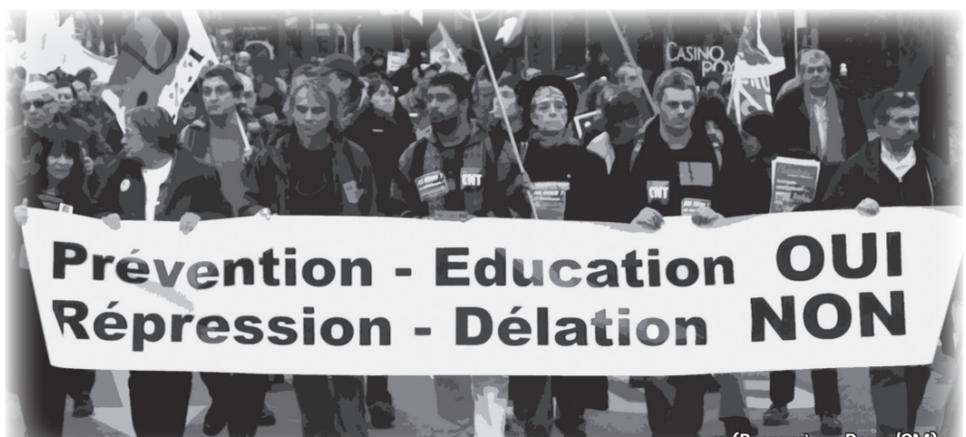
Le rapport s'appuie très largement sur les travaux d'Hugues Lagrange, très controversés,

en survalorisant le fait culturel pour expliquer les causes des difficultés d'intégration des populations africaines notamment. Il s'attarde essentiellement sur la nécessité de « valoriser et de diffuser la culture française » ainsi que d' « opérer un travail sur la laïcité ».

Le rapport dresse un bilan dramatisé de l'état de l'espace public où « les lois de la rue défient l'ordre public et la laïcité », un espace public livré aux trafics de drogue, à l'économie souterraine, aux bandes (dont celles des filles) et au prosélytisme islamique. Cette dramatisation, qui exclut systématiquement les causes socio-économiques et les discriminations de tous ordres, n'a pour objectif que de renforcer l'arsenal répressif et de contrôle des populations. Il est préconisé de renforcer les pouvoirs de police du maire, la présence policière et judiciaire. Le retour de l'éducateur de rue est souhaité mais sans dire comment au moment où les clubs de prévention sont économiquement asphyxiés. Plus grave, le rapport en appelle à une transformation de ce métier, encore trop « lié à la protection de l'enfance » pour en faire un outil de « reconquête des territoires ».

En quoi les propositions concernant la justice des mineurs se rapprochent-elles de celles des majeurs ?

Alors qu'avec la majorité des professionnels de l'enfance, le SNPES-PJJ/FSU continue de dénoncer les dispositions entraînant un traitement des mineurs semblable à celui des majeurs, le rapport considère que « la nécessité de réponse pénale immédiate avec l'introduction de procédures rapides ne fait plus débat ». Malheureusement des lois ont été votées, instaurant la comparution à délais rapprochés et la présentation immédiate. Une autre est en cours d'examen qui instaurerait la comparution immédiate. La pénalisation des mineurs tient lieu de prévention car rien n'est dit de leur protection.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/CMJ)

Fillon III : la rigueur

François Fillon a annoncé la couleur lors de son discours de politique générale : lui et Nicolas Sarkozy continueront de protéger l'oligarchie économique.

François Fillon a été suffisamment clair lors de son discours de politique générale à l'Assemblée : tout d'abord il assume son bilan depuis 2007 et a assuré que « l'élan de la réforme » était intact, et qu'il ne connaîtrait pas de pause. Rhétorique bien connue maintenant, c'est au nom de la crise qu'il faut accélérer le train des « réformes ». Et Fillon d'égrener la longue liste de celles qui ont aggravé la situation des services publics (université, éducation...) ou qui ont attaqué les droits comme celui de grève avec l'instauration du service minimum. Sans scoop, le Premier ministre a alors affirmé qu'il maintiendra le cap contre vents et marées. Entendez, la politique d'austérité va se poursuivre et s'intensifier : « la nécessaire réduction des déficits » et « la gestion rigoureuse de la dépense publique » sont à l'ordre du jour.

La priorité est donnée à la rigueur budgétaire, ce qui signifie concrètement que les coupes claires dans les budgets sociaux iront de pair avec la casse continue des services publics. Pas de « dépenses publiques supplémentaires ». Comme c'était le cas sous « Fillon I et II », pas de surprise, donc. Mais avec la crise qui s'aggrave en Europe, on ne peut que s'attendre à une accentuation des mesures libérales antisociales.

Dans la ligne droite tracée par Sarkozy une semaine plus tôt, Fillon a présenté les différents chantiers de la fin du quinquennat : justice, emploi des jeunes (avec la perspective de plus d'apprentissage !) et des séniors, révision possible de la Constitution pour y inclure « des principes garantissant la maîtrise

des finances publiques », l'engagement de la reprise du référendum d'initiative populaire...

PROCHAINS CHANTIERS

Mais les deux grands axes, pour les derniers mois qui viennent avant les échéances de 2012, concernent surtout la réforme fiscale et la prise en charge de la dépendance. Pour le premier, Fillon l'a martelé, il n'y aura pas de nouvel impôt, la réforme de la fiscalité du patrimoine, programmée pour 2011, devrait se faire à « produit constant » pour l'État. Le nouvel impôt sur les revenus et les plus-values du patrimoine devra se substituer à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui rapporte environ 4 milliards d'euros par an à l'État. Pas d'inquiétude donc pour les plus riches, pour les hauts revenus de la finance, pour les patrons : ils ne seront pas mis à contribution. La politique fiscale du pouvoir n'a pour but que de permettre à la France « de gagner en compétitivité », certainement pas de taxer les profits pour faire face au déficit budgétaire ! C'est pourtant là qu'est le problème : ce sont bien les cadeaux fiscaux au patronat qui ont grévés en partie le budget de l'État. Pour le dossier sur la dépendance, Fillon n'a fait que confirmer ce qu'on craignait déjà, à savoir une prise en charge de la

LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE FILLON

ON PREND
AUX MÊMES
ET ON RE-
COMMENCE !



dépendance supportée essentiellement par les personnes elles-mêmes et leurs familles et par l'arrivée des assurances privées. Empruntant le même argumentaire que celui développé pour les retraites, le Premier ministre a justifié cette politique en invoquant une fois de plus l'impossibilité de prendre en charge la dépendance dans les années futures. Or, comme pour les retraites, la Sécurité sociale dans son ensemble, le problème est exclusivement celui de la répartition des richesses. Le salaire socialisé qui permet de satisfaire les besoins liés à la maladie, à la maternité, aux charges familiales, au chômage, à l'invalidité,

à la retraite, doit être la base de financement pour la dépendance. C'est cette exigence que nous devons opposer aux assurances et aux fonds de pension. La dépendance va servir pour le pouvoir en place de « cheval de Troie » afin de mettre à mal définitivement la Sécurité sociale. C'est le début ou plutôt la poursuite de la privatisation de cette dernière, sous couvert de concertation nationale sur la protection sociale comprenant la dépendance.

Sur ce sujet, comme nous l'avons fait pour les retraites, résistons et ripostons ensemble !

Myriam Martin



Par Philippe Légé

Partout en Europe, résistance !

Pendant des années, dirigeants et médias ont rabâché leurs boniments : la « main invisible » du marché et le jeu « gagnant-gagnant » de la concurrence allaient bientôt résoudre tous les problèmes dans le « village global » de la mondialisation capitaliste. Mais quand le système impose, emporté par sa propre dynamique, le discours dominant se transforme. Ceux qui vantaient les qualités intrinsèques du système évitent désormais de parler de ce dernier. Pour expliquer la conjonction, ils font appel à la météo : « la crise est comme une tempête et je pense qu'il est de peu d'efficacité de protester contre la tempête » déclarait Laurence Parisot lors des grèves de l'hiver 2009. Un an plus tard, la crise grecque révélait pourtant que l'Europe n'est pas menacée par une catastrophe extérieure, mais par ses propres contradictions. C'est ce que viennent encore de démontrer les ministres européens des finances en assortissant le prêt à l'Irlande d'un plan d'austérité mortifère. Christine Lagarde espère que « l'incendie est éteint ». Mais les attaques spéculatives s'intensifient contre les titres des dettes publiques espagnole et portugaise – en dépit de l'annonce d'un nouveau plan. Il n'y a ni incendie ni tempête. Les tourments dans lesquels sont plongés les travailleurs européens résultent de décisions politiques : dumping fiscal, socialisation des pertes bancaires, liberté de circulation des capitaux. En Europe, les déséquilibres économiques s'accroissent et la finance, expression du capital centralisé, se déchaîne. Face aux régressions sociales, une mobilisation internationale est nécessaire (lire dossier central). La synchronisation et la brutalité des attaques à l'échelle du continent en ouvrent la possibilité. De fait, les étudiants irlandais, anglais et italiens manifestent avec les mêmes slogans. Les travailleurs portugais ont organisé une grève générale le 24 novembre, les Irlandais manifestaient massivement le 27, les travailleurs des transports de Londres faisaient grève le 29. Vers un mouvement social européen ?

leur monde...

Senlis sans conseil municipal. L'étau se resserre autour de Jean-Christophe Canter, maire UMP de Senlis (Oise). Le 29 novembre, 19 des 33 élus du conseil municipal lui ont remis leur démission, après un an de crise politique.

Depuis le 30 septembre 2009, Canter est mis en examen pour favoritisme et prise illégale d'intérêts. Il a ainsi fait payer par la commune, entre autres, un bureau en bronze de 9000 euros, une poubelle à 727 euros, des notes de restaurant au Fouquet's, des factures non détaillées de prestataires, etc. Un train de vie qui finissait même par choquer les amis du très intègre Éric Woerth...

Depuis un an, Canter s'accroche bec et ongles à son poste, hurlant au complot, malgré plusieurs décisions de justice et le désaveu de sa propre majorité. Après la démission du conseil municipal,

des élections anticipées, réclamées depuis des mois par les Senlisiens et par l'opposition (de droite comme de gauche), vont peut-être enfin voir le jour. De là à voir la gauche prendre les rênes à Senlis, ville traditionnellement de droite, il ne faut cependant pas trop rêver.

Montebourg candidat – Pulvar évincée.

Ce n'est que depuis 1965 que les femmes ont le droit d'exercer une profession sans l'autorisation de leur mari, qu'elles peuvent ouvrir seules un compte en banque, etc. Mais il semble que ce droit ne soit pas vraiment acquis, surtout si la profession choisie est celle de journaliste. Ainsi, Marie Drucker avait abandonné son poste à France 3 le temps de la campagne présidentielle alors qu'elle était la compagne de Barouin. Béatrice Schoenberg (en couple avec Borloo)

avait fait de même tout comme Anne Sinclair qui avait arrêté son émission 7 sur 7 lorsque DSK était devenu ministre des Finances. Aujourd'hui c'est Audrey Pulvar qui paye pour la carrière politique de son compagnon. Contrairement aux autres, celui-ci n'est pas ministre, même pas candidat à la présidentielle mais seulement candidat à la candidature PS pour cette élection qui aura lieu dans plus d'un an. Et surtout, contrairement à ses consœurs, la décision ne vient pas de la journaliste mais de la chaîne I>télé qui entend préserver sa crédibilité. Audrey Pulvar n'a pas apprécié la décision de son employeur et écrivait dans une tribune dans *Libération* du 26 novembre : « Ainsi donc – et bien au-delà de mon cas, qui n'est rien au regard des difficultés que des millions de femmes affrontent chaque jour en France – aujourd'hui, une femme

serait encore condamnée à penser comme et par son compagnon (remarque que la question ne se pose jamais pour un couple de femmes). Exerçant le métier qu'elle a choisi, elle serait toujours, au travail et dans la construction d'un raisonnement, incapable de s'émanciper non seulement du jugement dudit compagnon, mais aussi des sentiments qu'elle nourrit pour lui. La femme, cet être fragile et émotif, comme chacun sait, pas assez autonome pour affronter seule une éventuelle attaque (verbale) d'un interlocuteur malhonnête, pas assez armée pour faire la part entre sa vie privée et son engagement professionnel ? Un cerveau indisponible en quelque sorte, parce que colonisé par celui qu'elle aime... » Vous avez dit égalité ?

en bref...

Peugeot Poissy: le droit de faire grève reconnu.

Lors de la grève sur la chaîne moteurs le 8 avril, la direction de Peugeot SA de Poissy (Yvelines) avait décidé d'entamer une procédure de licenciement contre dix intérimaires, cinq contrats professionnels et un collègue en CDI, avec des mises à pied conservatoires sous prétexte d'atteinte à la liberté du travail, d'insultes et de menaces (lire *Tout est à nous* ! n°58). Malgré les interventions syndicales et de l'Inspection du travail, la direction décidait de licencier les cinq grévistes en contrat pro et d'infliger une mise à pied de six jours au salarié en CDI. Saisi en référé par la CGT, le tribunal de prudhommes de Versailles vient de condamner la direction Peugeot. Parmi les cinq licenciés, quatre devront être payés depuis le premier jour de leur mise à pied jusqu'au terme de leur contrat et

ceux dont le contrat n'est pas arrivé à échéance devront être réintégrés à leur poste. De plus, ils toucheront chacun 1 000 euros de dommages et intérêts. Pour le seul gréviste qui n'a pas obtenu sa réintégration, la CGT décidera de faire appel en fonction des termes du délibéré.

À Poissy, 1 400 travailleurs en intérim, CDD et contrats pro travaillent sur la chaîne, soit plus d'un ouvrier de chaîne sur deux. Sans eux, pas de bagnole ! Cette utilisation abusive de l'intérim est scandaleuse et illégale. C'est pour dissuader tous les travailleurs en contrats précaires de se révolter contre les conditions de travail ou pour de meilleurs salaires que la direction de PSA avait engagé ces procédures.

Ce succès sur le terrain juridique avec le soutien du syndicat CGT est donc un avertissement pour la direction et un encouragement pour tous les

salariés du groupe, notamment ceux qui sont en contrats précaires.

Législation en psychiatrie: une avancée.

Statuant à la demande d'une patiente qui estimait avoir été victime d'un internement arbitraire, le Conseil constitutionnel vient d'abroger une disposition importante de la loi de 1990 sur l'hospitalisation psychiatrique. À partir de juin 2011, il ne sera plus possible, au-delà de quinze jours, de maintenir une personne hospitalisée contre son gré en psychiatrie, sans l'avis d'un juge. Cette décision relevait jusqu'à présent du seul avis du médecin (si l'hospitalisation était demandée par un proche) ou de celle du préfet, en cas d'hospitalisation d'office (par mesure d'ordre public). Le Conseil reconnaît ainsi qu'une personne souffrant de troubles psychiatriques est d'abord unE citoyenNE

comme unE autre qui ne saurait être privéE de sa liberté sans que la justice ait été saisie, même si le délai de quinze jours reste inacceptable.

Cette avancée vient percuter le projet de durcissement de la législation psychiatrique voulue par Nicolas Sarkozy et l'exécutif. Elle remet en cause un projet de loi sécuritaire sur l'hospitalisation psychiatrique, qui devait être soumis au Parlement dans quelques semaines. Celui-ci prévoit la généralisation des soins sous contrainte... y compris hors du milieu hospitalier. Le gouvernement va donc être obligé de revoir sa copie. C'est l'occasion d'amplifier la campagne autour de l'appel « Mais c'est un homme » contre la psychiatrie sécuritaire, et pour la reconnaissance de la personne soignée en psychiatrie, comme un être humain, ayant les mêmes droits que tout citoyen !

ÉDUCATION

La casse des statuts s'accroît

Le travail de sape de la classe dominante se poursuit pour remettre en cause les acquis sociaux des fonctionnaires. Début septembre, Luc Chatel lançait son « pacte de carrière », une politique qui ne vise qu'à précariser encore plus le travail des fonctionnaires, dont les enseignants. Le gouvernement vient ainsi de publier un décret qui autorise le licenciement des fonctionnaires, au nom de la « réorientation professionnelle ». Le texte prévoit qu'un fonctionnaire dont l'emploi est susceptible d'être supprimé peut être licencié, en cas de restructuration d'une administration de l'État ou de l'un de ses établissements publics administratifs, s'il refuse trois offres d'emploi. Cela signifie que des enseignants dont l'établissement ou la filière viendrait à disparaître pourraient se retrouver au chômage. Ce n'est pas de la fiction. On assiste déjà à cela dans l'enseignement privé sous contrat, où les profs sont « agents de la fonction publique » et non fonctionnaires. La commission nationale d'affectation du ministère a constaté cette année l'absence de postes dans la filière génie industriel matériaux souples et cuir et a licencié plusieurs enseignants.

Autre projet de remise en cause des statuts : « la mutualisation des moyens enseignement public-privé ». La Commission des finances du Parlement vient de publier un rapport qui préconise l'expérimentation de cette fameuse « mutualisation » pour l'enseignement agricole, s'appuyant sur la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet, où la question de l'école a été intégrée. Ce rapport « examine comment les obstacles statutaires et d'organisation pourraient être levés ». Le but est simple : faire des économies, gérer la réduction permanente du nombre de postes. Cela se traduit par un rapprochement inédit de l'enseignement public et privé sous contrat. Les objectifs affichés sont clairs : « mise en commun de moyens de remplacement public/privé [...] ; la facilitation de la mobilité et des parcours professionnels des personnels (mutation d'enseignants, de personnels de direction, gestionnaires), organisation d'actions communes de formation continue des agents ». L'expérimentation à l'enseignement agricole n'est évidemment qu'une première étape vers une remise en question sans précédent de l'école publique. En effet, cela ne remet pas en cause l'enseignement privé et n'améliore pas la situation des enseignants du privé sous contrat (qui sont moins bien payés et plus précaires que dans le public), mais bien au contraire de tirer vers le bas les conditions de travail en rapprochant le public du privé, où la nomination des profs est soumise à l'accord du chef d'établissement.

La réforme des retraites a également été l'occasion de passer des coups en douce contre la retraite des enseignants et de casser les statuts : fin du « traitement continué » (donc obligation de prendre sa retraite à la fin du mois de l'âge de départ) et suppression de la Cessation progressive d'activité.

Cette accumulation de réformes, décrets, expérimentations s'inscrit dans une politique globale qui vise à démanteler la fonction publique, dégrader et privatiser encore les services publics.

Antoine Boulangé



Paris, 1^{er} Mai 2008. Cortège d'Act-Up Paris contre les franchises médicales et la précarité qui pénalisent davantage les malades du Sida. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

SIDA La lutte continue

Le 1^{er} décembre a lieu la Journée mondiale de lutte contre le sida. En France, la situation dramatique qui touche les personnes atteintes du VIH est loin d'être une priorité pour le gouvernement.

Mercredi 1^{er} décembre, dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre le sida, une manifestation a lieu à Paris, à l'appel des organisations de lutte contre le sida et l'homophobie.

Enrayer l'épidémie est une question de volonté politique, mais les gouvernements et les multinationales font le choix de laisser mourir les personnes séropositives. Sarkozy et ses gouvernements successifs privilégient des positions électoralistes et idéologiques, au mépris des questions de santé publique.

Refuser d'ouvrir des salles de consommation de moindre risque, qui permettraient aux usagers de drogues d'avoir accès à du matériel d'injection et de sniff propre et à un encadrement médical et social est criminel. Renforcer encore les lois sécuritaires en visant une fois de plus des populations de « seconde zone », particulièrement touchées par la pandémie, est un assassinat organisé. Les prostituées, les usagers de drogue, les migrants, les prisonniers sont

encore un peu plus éloignés des structures de dépistage, des campagnes de prévention, des soins et du suivi médical et social. Les récentes dispositions législatives prises contre les étrangers malades relèvent du crime d'État : l'amendement Mariani, qui restreint l'accès à un titre de séjour pour soins, et le forfait d'accès à l'Aide médicale d'État, signent l'arrêt de mort de milliers de personnes séropositives.

L'homophobie d'État dans laquelle le gouvernement a choisi de se cantonner, refusant aux homosexuelLES et transsexuelLES les mêmes droits qu'aux hétérosexuelLES, contribue à perpétuer la stigmatisation, les discriminations et l'exclusion, facteurs de propagation de l'épidémie... La droite assume de manière décomplexée son homophobie en s'opposant activement à ce que les LGBT¹ bénéficient de la même protection personnelle, sociale, fiscale et patrimoniale que la population hétérosexuelle, par exemple via l'accès au mariage pour les couples de même sexe.

La casse organisée du système hospitalier public et de l'assurance maladie solidaire, initiée dès 2004 par Xavier Bertrand, aujourd'hui à nouveau ministre de la Santé, laisse les séropositifVES précaires en dehors d'un système de soins adapté. En Île-de-France, région qui regroupe 50% des personnes vivant avec le VIH en France, l'AP-HP² supprimera d'ici quelques mois 4 000 postes médicaux et socio-médicaux, poursuit ses « restructurations » en fermant des services et économise sur la prise en charge des malades et sur la permanence des soins. Aucune mesure n'est prise pour les Départements français d'Amérique (DFA), où l'épidémie est particulièrement active, notamment chez les femmes.

À l'international, la France n'a pas tenu ses engagements de financement du Fonds mondial de lutte contre le sida. L'effet d'annonce de Sarkozy, promettant une dotation annuelle de 360 millions d'euros, est une insulte aux malades et aux mortEs du Sida. 600 millions par an sont

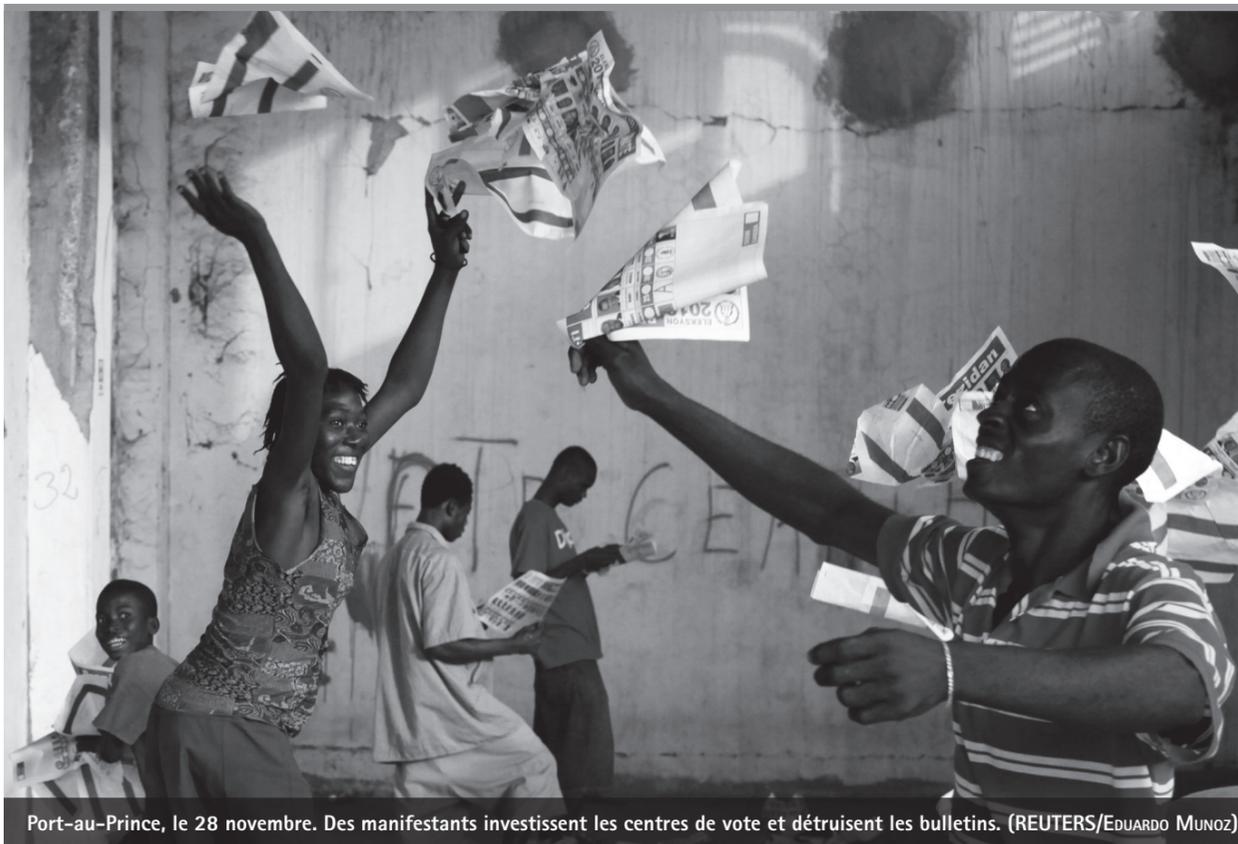
nécessaires et représentent à peine un dixième des profits d'une seule grande banque française.

La France a cédé au lobby de l'industrie pharmaceutique : sur la scène européenne, les accords Acta (Anti-Counterfeiting Trade Agreement) qui menacent la liberté des internautes et des logiciels libres, s'attaquent également à la production de médicaments génériques, les amalgamant à de la « contrefaçon », préservant ainsi les seuls intérêts de Big Pharma, en renforçant de manière démesurée le pouvoir du copyright.

L'UMP au pouvoir a choisi de laisser mourir les malades du sida, en France et ailleurs, pour continuer à engraisser les multinationales et, dans le même temps, pour capter les voix de l'extrême droite.

Cécile Lhuillier

1. Lesbiennes, gays, trans, bisexuelLES.
2. Assistance publique-hôpitaux de Paris.



Port-au-Prince, le 28 novembre. Des manifestants investissent les centres de vote et détruisent les bulletins. (REUTERS/EDUARDO MUNOZ)

Haïti au temps des fraudes et du choléra

Onze mois après le séisme, le saccage continue en Haïti et la malédiction nous est réchauffée avec un autre parfum, celui du choléra, sur fond d'élections truquées.

L'élection présidentielle qui s'est tenue le 28 novembre est une parodie de démocratie. De nombreuses fraudes ont été constatées, provoquant la colère de la population qui a manifesté dans les rues de Port-au-Prince. Dix candidats sur dix-neuf réclament l'annulation du scrutin. Pourtant, tous sont issus des différents gouvernements qui se sont succédé depuis la chute de Baby Doc en 1986 et appartiennent à l'élite dirigeante du pays, celle qui s'accapare toutes les richesses. Dans cette «élection-sélection», une grande partie des candidats sont financés par les narcotrafiquants qui distribuent des armes aux différents partisans, libèrent des assassins des pénitenciers et sèment la violence dans une campagne où le mouvement ouvrier est totalement absent.

Les Haïtiens se battent également contre une épidémie de choléra. Il a fallu que ce terrible fléau touche l'île pour que Haïti revienne sur le devant de la scène internationale.

Le choléra frappe et libère la colère de la population contre les forces de l'ONU (Minustah). Des suspicions très fortes envers les troupes népalaises de l'ONU qui auraient apporté les bactéries responsables sont confirmées par les premières analyses qui révèlent que la souche de

ces bactéries proviendrait du sud de l'Asie¹, fortement touchée par l'épidémie ces derniers mois. L'épicentre de l'épidémie est par ailleurs situé dans la région où sont cantonnées les troupes népalaises dans des conditions sanitaires dégradées (manque d'assainissement). Ces soupçons, que la communauté scientifique ne dément pas, démontrent que la colère des manifestants à l'encontre des troupes responsables de l'épidémie n'est pas dénuée de fondements, contrairement aux déclarations de l'ONU et des médias. Par ailleurs, les Haïtiens expriment leur colère face à des troupes d'occupation qui n'ont jamais réellement quitté le pays depuis 1991. Cette occupation est la seule triste visibilité de l'aide internationale promise alors que plus de 1,3 million de personnes vivent toujours dans des camps sous les toiles ou les taules ondulees. Comme pour le tremblement de terre, l'épidémie de choléra souligne surtout l'état désastreux des infrastructures haïtiennes. La corruption et l'affairisme, qui n'ont jamais disparu depuis l'ère Duvalier, ont enrichi une caste dirigeante qui compose l'essentiel des candidats à la présidentielle, privant le pays de l'équipement en infrastructures publiques. 41% de la population ont accès à l'assainissement et moins de la moitié à l'eau potable.

Pourtant, moins de 2% des 5,3 milliards de dollars promis ont été donnés. Pire, les Américains qui s'étaient engagés à hauteur de 1,15 milliard n'ont tout simplement rien livré. Ils ont bien vendu du riz bon marché qui a eu pour seule conséquence de faire s'effondrer le cours du riz local et de couler le secteur agricole.

Les États-Unis et la Communauté internationale sont accusés par des observateurs sur place (l'ONG Partners in Health) de ne pas livrer l'aide pour accentuer la crise politique et pouvoir à l'issue des présidentielles placer un pantin plus favorable à l'oncle Sam. Directement responsable de ce sabotage, la fondation Bill Clinton qui était chargée de distribuer les fonds mettant le pays sous tutelle.

Les forces sociales et politiques progressistes du pays sont malheureusement toujours faibles dans ce pays qui ne pourra attendre sa libération de l'occupation étrangère et de l'oligarchie locale que par son auto-organisation et une nouvelle lutte émancipatrice, 200 ans après avoir proclamé la République. La première république noire de l'histoire si chèrement payée encore aujourd'hui.

Thibault Blondin

1. Selon les scientifiques de l'US Centers for Disease Control and Prevention.

Le foyer de crise coréen

Les incidents militaires se sont succédé cette année entre les deux Corée : échanges de tirs le 27 janvier, perte d'une corvette sud-coréenne le 26 mars (46 morts), tirs nord-coréens le 29 octobre et, enfin, bombardements le 23 novembre. Alors que le Sud poursuivait des manœuvres navales sur une frontière contestée, l'artillerie du Nord a pilonné la petite île sud-coréenne d'Yongpyong, faisant plusieurs morts et de gros dégâts matériels.

Six décennies après la guerre de Corée, la péninsule reste d'autant plus une «frontière chaude» que l'armistice de 1953, mettant fin aux combats, n'a pas été suivie d'un traité de paix et a laissé en suspens nombre de questions comme le tracé précis de la frontière maritime. Juridiquement, les deux Corée sont en état de guerre et les forces armées restent mobilisées de part et d'autre de la ligne de démarcation. Dans ces conditions, toute crise politique se traduit aisément par des incidents militaires. Or, aujourd'hui, tensions politiques il y a.

Au Nord, Pyongyang fait face à une situation sociale désastreuse et organise une succession dynastique délicate : Kim Jong-un doit remplacer à la tête du parti-État son père Kim Jong-il, avec pour seul crédit d'être le petit-fils de Kim Il-sung, fondateur de la dynastie. Le nationalisme étant le principal ciment idéologique du régime, on comprend aisément en quoi une alerte frontalière peut être bienvenue.

Au Sud, le gouvernement de droite a mis un terme à la politique d'ouverture à l'égard du Nord menée avant 2008 par son prédécesseur. Il réveille le militarisme et utilise la «menace» nordiste pour accentuer la répression contre les syndicats militants de la KCTU et le mouvement social radical en lutte contre le néolibéralisme (l'anticommunisme étant toujours un ciment idéologique essentiel au régime). Il rappelle de même aux grandes puissances qu'un accord sur la péninsule ne se négociera pas sans lui. Du point de vue de Séoul aussi, une tension frontalière n'est pas mal venue.

À Washington, la présidence Obama souhaite montrer le drapeau dans la région pour signifier à Pékin que le renforcement des capacités militaires de la Chine ne laisse pas les États-Unis indifférents – ce qui peut expliquer pour une part que l'envoi d'un porte-avion US soit maintenu alors même que les forces navales sud-coréennes ont réalisé des tirs d'artillerie provocateurs dans les eaux frontalières contestées, avant que le Nord ne bombarde Yongpyong.

À Pékin, on n'apprécie guère le régime de Pyongyang et ses faits accomplis répétés, mais le gouvernement chinois ne veut manifester aucune «faiblesse» dans le bras de fer diplomatique engagé avec Washington – un bras de fer qui concerne tout la zone maritime qui s'étend de la péninsule coréenne à l'Est jusqu'aux côtes vietnamiennes et indonésiennes à l'Ouest.

Les peuples sont les grands absents de ce dangereux jeu d'échec (ou de go) dans la péninsule, nourri par des considérations de politique intérieure (au Nord comme au Sud), la permanence du conflit entre les deux régimes coréens et les intérêts de puissances.

Pierre Rousset

en bref...

Résistance en Grande-Bretagne. Le collectif «Right to Work», impulsé par le SWP et composé de secteurs syndicaux nationaux ou régionaux, a lancé une série de conférences pour construire la résistance face à la politique de coupes budgétaires du gouvernement Cameron. Si les étudiants sont déjà dans la lutte depuis le 10 novembre, les syndicats de salariés ne proposent une date que le 26 mars 2011, et le collectif tente d'organiser plus rapidement la contre-offensive. Pour partager l'expérience du mouvement sur les retraites, j'ai été invité à participer à plusieurs conférences lors du week-end du 13 novembre. Si les conférences de Bristol et de Manchester ont surtout attiré un public proche du SWP, la conférence de Glasgow avait un visage beaucoup plus unitaire avec la participation, notamment, de Pete Murray, président du syndicat des journalistes, ou de Katy Clark, députée du Labour. Le point d'orgue de la journée, qui a rassemblé

200 personnes, fut le meeting pendant lequel les travailleurs français furent ovationnés aux cris de «Tous ensemble, grève générale!»
Julien Sergère

Suisse : nouveau vote raciste. Le 28 novembre, 53% des votants ont dit oui à un projet de loi visant l'expulsion des «criminels étrangers». Lancé par le principal parti bourgeois, l'Union démocratique du centre (UDC), le projet impose l'expulsion automatique du territoire des étrangers coupables de meurtre, viol et... «perception illégale» de l'aide sociale. Un an après le vote populaire pour l'interdiction de construire des minarets, le racisme et la xénophobie marquent un nouveau point. La responsabilité des autres partis bourgeois et du Parti socialiste est écrasante. En effet, au lieu de s'opposer frontalement à cette loi, ils ont adopté au Parlement un contre-projet qui reprenait les

principaux postulats de l'UDC, donnant une légitimation au projet xénophobe. Le résultat est sans appel. Partout où la «gauche» a choisi le contre-projet du Parlement, le texte raciste a fait un tabac. Mais là où les mouvements sociaux ont mené une campagne frontale contre les fondements du projet de loi et du contre-projet, le double non l'a emporté. Cela dit, la xénophobie est largement ancrée dans une population dont plus de 20% est étrangère ou d'origine étrangère et qui est profondément déstabilisée par la crise – 10% de la population vit aujourd'hui en dessous du minimum vital. C'est là le terreau sur lequel le racisme prend racine et où l'UDC sème son discours de haine et de recherche du bouc émissaire. La majorité d'une population désespérée, dépassée par une offensive bourgeoise qui se manifeste par l'explosion des coûts de la santé, par la précarisation massive de la jeunesse, par des

attaques frontales contre le système de prévoyance vieillesse sans opposition de la gauche, a voté en faveur de l'initiative xénophobe. La campagne de la gauche s'est limitée à des appels de principe, éthiques, moraux, contre le racisme. Fondée sur la recherche d'alliance avec les secteurs «fréquentables» de la bourgeoisie, elle a éludé la question sociale, évitant ainsi d'entrer en résonance avec le mal-être des couches populaires. Après la publication des résultats, des centaines de personnes sont descendues dans les rues de Genève, Lausanne et Zürich, à l'appel de la Gauche anticapitaliste, des jeunes PS et des Verts et des milieux antiracistes. Elles y ont affirmé, au-delà des résultats de la votation, leur volonté commune de continuer à combattre le racisme, ceux qui le propagent et le système qui le génère.
Genève, Paolo Gilardi

L'Europe en r

L'angoisse et la colère !

Le mouvement syndical irlandais n'est pas marqué par une forte tradition de confrontation. Mais un syndicalisme modéré qui négocie à la marge n'a plus de fonctionnalité dans le contexte social et politique que connaît l'ex « Tigre celtique ». Certains dirigeants syndicaux ont d'ailleurs été hués à la manifestation du samedi 27 novembre qui fut un grand succès, avec 100 000 personnes dans les rues de Dublin malgré le froid et la neige. Elle était appelée par l'Ictu, l'union syndicale irlandaise, contre la gestion de la crise par le gouvernement et le plan d'austérité. Composée de cortèges syndicaux mais aussi de milliers de manifestantEs venuEs individuellement ou en famille, elle a vu fleurir les slogans, pancartes et prises de parole dénonçant les banquiers et leurs valets et exigeant avec force le départ du gouvernement. La question des suites est posée. Les syndicats appelleront-ils à une grève générale, comme les y invitent les secteurs les plus radicaux? Les mêmes secteurs appellent à un rassemblement devant le Parlement le 7 décembre, jour du vote du budget. Ils ont tenu un meeting devant plusieurs milliers de personnes en fin de manifestation, auquel Joe Higgins, député du Socialist Party au Parlement européen, a pris la parole.

Après l'annonce du plan d'austérité, l'angoisse et la colère cohabitent dans la population. L'angoisse parce que si les salariéEs avaient pu se laisser abuser la première fois, ils savent maintenant que la crise va durer : comment des mesures qui sont de la même nature que celles qui leur ont été imposées précédemment et ont conduit à l'échec pourraient-elles avoir des conséquences différentes? Et colère... pour les

mêmes raisons. La situation irlandaise a l'avantage d'éclairer les responsables et les victimes de la crise d'une lumière crue. Le discrédit des banquiers et des financiers est énorme. Celui du gouvernement le surpasse peut-être. Celui du gouvernement le surpasse peut-être. Au point que Brian Cowen, Premier ministre, a dû avancer la date des prochaines élections, qui auront lieu début 2011. En difficulté au Parlement, le gouvernement, et notamment Fianna Fail, le parti de droite qui le conduit, semble assuré de les perdre. Il vient d'ailleurs de perdre une élection partielle dans le Donegal, un comté qui avait pourtant toujours majoritairement voté Fianna Fail. C'est le Sinn Féin (le parti de Gerry Adams, longtemps aile politique de l'IRA) qui a remporté l'élection. Signe des temps, Gerry Adams lui-même a annoncé son intention de se présenter aux élections législatives, dans une Irlande qui n'accordait jusque-là aux Républicains que des scores fort modestes. En effet, plus généralement, c'est tout l'échiquier politique qui semble bouleversé. Les Verts ont fait le choix incompréhensible d'être en alliance avec la droite au gouvernement. Fine Gael, principal parti d'opposition, classé au centre droit et qui assure traditionnellement l'alternance en coalition avec d'autres, semble en bonne position, mais certains de ses membres expliquent qu'il faudrait aujourd'hui unifier Fine Gael et Fianna Fail. Dans cette situation, l'alliance « People before profit », constituée autour du SWP irlandais, et plusieurs groupes d'extrême gauche ont pris la décision de s'unir pour participer aux élections, sur un programme d'urgence face à la crise, au sein de l'United Left Alliance. C'est un événement important, dont il faut espérer qu'il puisse cristalliser la colère sociale.

Le roi est nu et les pauvres encore plus pauvres

Citée en modèle par tous les experts et économistes aux ordres, durant le boom économique qu'elle a connu puis à la faveur de la politique d'austérité imposée par le gouvernement à la population dès le début de la crise financière, l'Irlande est un cas d'école.

Difficile de dresser le portrait du cancre, comme pour la Grèce, lorsque l'on évoque le meilleur élève de la classe. D'autant que la crise irlandaise n'est en rien liée à des dépenses publiques qui pourraient être jugées trop importantes! Le « Tigre celtique » était assis sur des zones franches et une bulle immobilière. Lorsque le système bancaire s'effondra, le gouvernement renfloua les banques. D'où une dette publique importante (32% en 2010), alors qu'elle était auparavant quasiment inexistante.

Le gouvernement irlandais n'a pas supplié pour obtenir l'aide du FMI et de la Commission européenne. C'est la crainte de l'effet domino qui a poussé Bruxelles à convaincre le Premier ministre Brian Cowen d'accepter un « plan d'aide » au plus vite. Celui-ci tente maintenant de le faire passer en Irlande avant de devoir vraisemblablement céder la place aux élections début 2011, tout en laissant peu de marge de manœuvre à son successeur.

Il a dévoilé le 24 novembre les grandes lignes de son budget pour l'an prochain. Il s'agit du 3^e plan d'austérité imposé à la population depuis 2006, et c'est sans conteste le plus violent. Les 140 pages du projet sont censées contenir la formule magique pour revenir aux fameux 3% de déficit. Deux tiers des 15 milliards d'euros d'économies nécessaires doivent provenir de coupes budgétaires, un tiers de recettes fiscales supplémentaires. Les crédits d'impôts sont réduits et le seuil d'imposition diminué, ce qui signifie que des salariéEs aujourd'hui non imposables vont le devenir. La TVA augmente d'un point en 2013, la taxe carbone est doublée, l'eau et l'immobilier seront taxés. Du côté des coupes, c'est une véritable avalanche, qui va

violemment réduire le niveau de vie de la population, déjà éprouvée par les précédentes purges, et alors que le chômage atteint les 13%. On taille dans les dépenses de santé (à hauteur d'1,4 milliard d'euros) et dans la protection sociale, 25 000 postes de fonctionnaires sont supprimés, les retraites sont réduites dans le secteur public, et les salaires des nouveaux embauchés seront inférieurs de 10%. Les droits d'inscription en fac augmentent de 25%, passant à 2 000 euros. Les allocations familiales baissent de 10% et le salaire minimum horaire baisse de 13%, passant à 7,65 euros. Au total et en moyenne, chaque ménage devra verser à l'État un chèque annuel supplémentaire de 4 600 euros... pour financer les banques responsables de la banqueroute! Aucun poste budgétaire ne semble avoir été négligé. Aucun? Voire! Pas question de toucher au chiffre de l'impôt sur les sociétés, ces ridicules 12,5% censés être garants de la croissance qui attend au coin de la rue. Il y a là une politique de classe qui ne prend même pas la peine de se dissimuler. Sur les 85 milliards consentis par Bruxelles, entre 20 et 40 iront directement aux banques, qui en ont déjà touché 46 depuis le début de la crise!

Au scandale que constitue la politique d'austérité prévue par le gouvernement irlandais vient s'en ajouter un autre: le prêt de l'Union européenne est négocié encore au-dessus du taux d'intérêt infligé à la Grèce. Pour l'Irlande, ce ne sera pas 5 mais 6,3%! Évidemment, les enchères montent, puisque le prêt est l'addition d'emprunts contractés par les États, non auprès de la BCE, qui a interdiction de financer un État, mais auprès des marchés, qui spéculent sur les dettes publiques. Plus que jamais, l'échelle européenne est la plus pertinente pour poser le problème de la coordination des résistances à une politique globale qui est incapable de sortir l'Europe de la crise.

Ingrid Hayes

Conférence de la Coalition de

Le gouvernement britannique de coalition entre Conservateurs et Libéraux-Démocrates utilise la crise du secteur bancaire comme prétexte pour une offensive d'austérité sans précédent qui frappe quasiment tous les groupes sociaux. Les étudiants, les retraités, les travailleurs, les femmes, les minorités, les familles qui ont besoin d'un logement social seront tous beaucoup plus pauvres si le gouvernement s'avère capable d'imposer sa volonté. Une opposition sérieuse a déjà commencé à se manifester. Des milliers de réunions se sont tenues à travers tout le pays : les militants se sont regroupés pour voir ce qu'ils peuvent faire dans leur secteur. Les branches et fédérations syndicales qui, depuis des années, fonctionnaient à peine sont en pleine réorganisation. Les étudiants ont déjà participé à deux manifestations massives et dynamiques qui ont donné à une nouvelle génération un premier goût de l'action politique et de la violence policière. Le Trade Union Congress a appelé à

une manifestation nationale pour le 26 mars : trop tardive par rapport à ce qui serait nécessaire, mais elle devrait être énorme.

Le 27 novembre, 1 300 militants venus de toute la Grande-Bretagne ont participé à la première conférence de la Coalition de Résistance, à Londres. Elle s'est fixé comme objectif d'être une alliance militante large et unitaire contre les coupes budgétaires et les privatisations dans les services publics et les services sociaux. Elle se distingue des deux autres principales coalitions par le fait qu'elle n'est contrôlée par aucun groupe de gauche.

Pour Solidaires, Christian Mahieux a évoqué la récente vague de grèves en France. Sa conclusion a été sobre : la bataille a été perdue. Néanmoins la classe ouvrière n'est pas démoralisée et ses organisations sont en train de tirer les bilans, afin de reprendre le combat.

L'un des invités les plus significatifs a été Len McCluskey, le secrétaire général

Révolte étudiante

Après la grosse manifestation du 10 novembre, le mouvement des étudiants refusant le triplement de leurs droits d'inscription s'est encore renforcé. La vague qui balaye aujourd'hui le pays atteint le consensus politique comme un terrible coup de tonnerre. Les grèves et manifestations étudiantes et lycéennes se poursuivent. L'entrée en action des lycéens qui n'ont pratiquement aucune tradition de lutte est significative. Plus de 130 000 étudiants et lycéens ont participé à ces actions appelées par des réseaux locaux informels avec des affrontements avec les policiers en particulier à Londres. Le mouvement a touché tout le pays y compris l'Écosse pourtant non concernée par

l'augmentation des droits d'inscription. La manifestation a aussi mobilisé des jeunes ouvriers n'ayant pas fait d'études, un groupe qui a été en dehors de la politique pendant toute une génération.

Surpris dans un premier temps, le pouvoir a réagi en déployant massivement ses escadrons policiers en tenue de combat et à cheval. La vue d'une écolière de 14 ans encerclée par des policiers masqués et portant des boucliers n'a fait qu'ajouter à la colère des jeunes. Les manifestations ont été suivies par des occupations d'universités et de nouvelles actions sont planifiées d'ici Noël et pour le début de l'année.

Le mouvement a secoué le consensus politique régnant concernant les réductions



27 novembre à Dublin. Les manifestants portent des portraits du Premier ministre

Résistances

Résistance

nouvellement élu du syndicat Unite. Son syndicat représente globalement un million et demi de travailleurs et il a choisi de s'adresser à une réunion composée de militants lutte de classe. Bien qu'il n'ait pas pris d'engagement au nom de son syndicat en ce qui concerne la grève, il s'est engagé à ce que les responsables syndicaux prennent contact avec les comités locaux de campagne. Si c'est bien le cas, cela donnera une impulsion décisive à la bataille. Pour réussir, la Coalition de Résistance doit construire des passerelles avec ceux qui, dans les syndicats, veulent se battre; avec les membres du Parti travailliste qui veulent contester le soutien aux coupes budgétaires apporté par leur propre parti; et avec tous les militants qui ont commencé le combat dans leurs différents milieux. La conférence qui s'est tenue samedi est un début prometteur.

Liam Mac Uaid (Socialist Resistance)

budgétaires. Elles devaient passer sans trop de problèmes car, même si elles sont impopulaires, on pouvait faire confiance au Parti travailliste et aux syndicats pour maintenir les résistances à un niveau qui ne menace pas le gouvernement.

Le mouvement étudiant donne maintenant des idées à des millions de personnes qui pensaient qu'une contre-offensive était sans espoir, que ce serait une nouvelle défaite comme avec Thatcher. Les jeunes ne se souviennent pas de Thatcher et ils ne soucient guère non plus du Parti travailliste. Ils montrent comment on peut construire la résistance: par l'auto-organisation et les actions indépendantes.

Alastair Stephens (Socialist Resistance)



ministre et du ministre des Finances. (REUTERS/CATHAL McNAUGHTON)

Une grève historique

Mercredi 24 novembre, plus de 3 millions des 4,7 millions de salariés du privé et du public que compte le pays ont répondu à l'appel à une journée de grève générale lancé en commun, pour la première depuis 1988, par les deux confédérations syndicales, la CGTP proche du PC et l'UGT proche du PS. L'immense majorité de la population était aux côtés des grévistes, solidaire face aux mesures d'austérité imposées par le gouvernement socialiste de José Socrates avec le soutien de la droite. Cette lame de fond n'a pas pu s'exprimer massivement dans la rue, s'affirmer politiquement, les confédérations n'ayant pas appelé à manifester, cantonnant les travailleurs à se regrouper sur les piquets. Mais transports, ports, secteur public, écoles, universités, banques, tribunaux, hôpitaux, entreprises du privé... tout le pays était paralysé. Le monde du travail a affirmé sa force. Un profond sentiment d'injustice et de mépris rassemble la population: «Ce sont les travailleurs qui paient pour la crise pas les banquiers ni les actionnaires des grandes

sociétés». Pire, en fait, car ce sont bien ces derniers qui non seulement ne paient pas mais profitent de la crise dont ils sont les seuls responsables. Les 5 milliards économisés grâce au budget de 2011, l'austérité contre les travailleurs, serviront à payer les intérêts sur les prêts de ceux qui spéculent sur les difficultés de l'État qu'ils ont eux-mêmes créées. Au nom de la lutte contre le déficit budgétaire, la TVA va passer de 21 à 23%, la masse salariale des fonctionnaires va baisser de 5%, ce qui fera aussi pression sur les salaires du secteur privé, dans un pays où le salaire minimum est de 475 euros. Les pensions des retraités, déjà le plus souvent misérables, seront gelées, les prestations sociales plafonnées. L'État ne remplacera qu'un salarié sur deux partant à la retraite. Depuis des années, il multiplie les emplois précaires, en particulier dans l'Éducation et la santé.

«C'est la seule façon de protéger le pays contre la turbulence des marchés financiers» prétend Socrates. Bien au contraire, c'est la seule façon de l'enfermer dans la soumission aux spéculateurs. Déjà, il est de plus en plus question

de le mettre sous tutelle financière du FMI pour garantir que, malgré la ruine du pays entraînée par la politique du gouvernement et des financiers, ces derniers puissent continuer de prélever leur tribut. Les travailleurs l'ont bien compris. Les actions et les grèves se multiplient. Le 3, les travailleurs des impôts ont fait un jour de grève nationale avec manifestations, suivi par des grèves tournantes jusqu'à la fin du mois. Le 6, une manifestation de 100000 fonctionnaires a eu lieu à Lisbonne. Le 17, c'était le tour des étudiants. Le 24 novembre, la grève générale a rassemblé les forces de la classe ouvrière, montré sa puissance.

Le vendredi 26, deux jours après, le Parlement a définitivement adopté le budget d'austérité avec le soutien de la droite. C'est la réponse du gouvernement socialiste aux travailleurs, au pays. Une réponse qui ne peut qu'aggraver le chômage déjà à plus de 10% (20% chez les jeunes) et la pauvreté pour que les marchés financiers puissent continuer leur pillage. Une réponse qui appelle une suite au 24.

Yvan Lemaitre

Les étudiants à l'assaut du Sénat

En Italie, les mobilisations étudiantes prennent de plus en plus d'ampleur et sont d'autant plus médiatisées qu'elles se greffent sur la crise du gouvernement Berlusconi.

Les étudiants protestent contre le projet de loi Gelmini qui privatise les campus, coupe les subventions à la recherche, licencie des enseignants et condamne tout une génération à la précarité. Ils sont aux côtés de professeurs, de chercheurs et de précaires des universités et prennent conscience de la nécessité de croiser les luttes contre la réforme avec celles des immigrés, la défense des services publics, les comités écologistes et les luttes des travailleurs.

Le 24 novembre, pendant le débat sur le projet de loi au Parlement, des milliers d'étudiants, de chercheurs et de professeurs manifestaient. À Rome «l'assaut» du Parlement a été un acte symbolique mettant en évidence le décalage entre la politique des représentants qui jouent une partie politicienne et la politique des représentés qui jouent leur avenir.

«Le parlement ne se préoccupe que de ce qui est bénéfique à cette classe politique dans une optique de subordination de la recherche et de l'enseignement public aux exigences du marchés et des entreprises privées» ont déclaré

les étudiants après l'assaut.

Le message qui émerge des cortèges, des contestations face aux représentants du gouvernement, y compris contre Berlusconi en personne à Naples, des écoles et universités occupées, est qu'il n'y a pas que l'enseignement qui est en jeu: un pays tout entier subit le poids d'une droite qui continue de favoriser les intérêts de la Cofindustria [le Medef local, NdT], à privatiser les services publics, à attaquer les travailleurs - un rapport sur le travail vient d'être adopté, et aura des répercussions dramatiques sur les travailleurs.

L'assaut du Sénat a représenté une preuve de démocratie, déplaçant l'attention publique des feuillets internes de la politique, des scandales du Premier [surnom du chef du gouvernement, NdT], des ragots parlementaires, vers les situations réelles des Italiens, vers les besoins matériels qui depuis longtemps ne sont plus représentés par les institutions, quelle que soit leur couleur.

Le projet de loi Gelmini n'est que le dernier acte d'un démantèlement constant de l'enseignement public auquel se sont attelés tour à tour des gouvernements de tous bords.

La solidarité de tant de leaders de l'opposition, depuis Bersani du PD [coalition de centre-gauche, NdT] à Nichi Vendola, leader

du SEL [Gauche écologiste, NdT] et futur candidat aux prochaines élections, qui tentent tout pour se faire photographe sur les toits avec les étudiants en lutte, apparaît bien hypocrite, alors qu'ils n'ont jamais concrétisé leurs promesses quand ils étaient au pouvoir. Grâce notamment aux luttes, le vote de la réforme Gelmini a été reporté au 30 novembre. Mais pour abattre cette réforme, cette effervescence doit se transformer en «Mouvement», et pour cela, il faut développer des connexions de plus en plus grandes avec les autres secteurs. Un front unique et social qui donne un coup final au gouvernement Berlusconi et une leçon à la politique de centre-gauche qui ne représente plus les besoins de notre classe depuis des années et qui a remis un pays et le monopole idéologico-culturel aux mains de la droite berlusconienne.

Si les étudiants, les immigrés, les luttes locales, les travailleurs, se retrouvent devant Montecitorio [Palais où siège l'Assemblée nationale, NdT] le 14 décembre, jour du vote de confiance au gouvernement, et unissent réellement leurs luttes, on pourrait vraiment gagner.

Laura Emiliani, Sinistra Critica

Vers la grève générale du 15 décembre

Après des élections où le Pasok a perdu 1,1 million de voix en un an, les mesures anti-ouvrières se poursuivent, même si le gouvernement ose affirmer: «On ne coupe plus rien». Bien sûr, le FMI et l'Union européenne, dont les émissaires sont venus à Athènes exiger de nouvelles économies de plus de 4 milliards d'euros, sont en première ligne, mais la bourgeoisie grecque fait pression pour accélérer la casse du droit du travail. Dans le Pasok, des bureaucrates s'inquiètent des «entorses à l'idéologie», mais dans le monde du travail, c'est le courant Pasok, majoritaire dans le syndicat, qui entame une critique directe du gouvernement: «La moindre idée de nouvelles coupes, c'est non seulement franchir la ligne rouge, mais c'est une déclaration de guerre», déclarent des enseignants du primaire. C'est clair: la colère populaire, désorientée en juin, redescend dans la rue, à tel point que le président de la confédération GSEE qui affirmait récemment que les grèves étaient finies pour le moment, a appelé d'urgence à un arrêt de

travail de trois heures, le 25 novembre. Bon signe: plusieurs milliers de travailleurs se sont rassemblés en annonçant une vague gréviste. Mais comme d'habitude, le courant du KKE, Pame, se rassemblait à un autre endroit...

Il faut dire que les luttes sont très nombreuses! Isolées, mais intervenant dans de très nombreux secteurs. Ainsi, la grève des travailleurs municipaux, dont les contractuels sont licenciés (2500 programmés à Athènes): ce licenciement va non seulement créer des milliers de nouveaux chômeurs, mais va casser davantage les services publics. On le voit avec le ramassage des ordures: il n'y a plus assez de travailleurs et les ordures amassées menacent la santé publique. De même dans les hôpitaux ou l'enseignement. De manière générale, les luttes se développent donc contre le renvoi des contractuels et pour les postes nécessaires. En Crète, 3000 lycéens et étudiants ont manifesté pour l'éducation, malgré le procureur qui voulait déclarer leur mobilisation passible de poursuites!

Dans le privé, la lutte se prépare contre la décision, défendue par l'Union des entrepreneurs, selon laquelle l'accord d'entreprise primerait sur la convention collective, et contre le chantage «baisse du salaire ou licenciement». Les marins sont en grève pour leur convention collective. Les travailleurs de la presse se mobilisent contre licenciements et risque de fermetures de titres, et on a vu cette semaine l'édition «sauvage» d'un journal de droite, réalisée par les travailleurs. Mais il y a d'autres luttes, comme ces mobilisations croissantes contre les péages... sans oublier les manifestations du 17 novembre, regroupant les jeunes et les travailleurs: 50000 à Athènes, des milliers dans d'autres villes (10000 à Salonique)...

L'objectif central est désormais de réussir la grève générale du 15 décembre, que GSEE et Adedy (fédé du secteur public) se sont décidés à appeler: en faire une réussite unitaire, mais surtout, à la base, préparer le lendemain!

Andreas Sartzekis



www.combatenligne.fr

Ce site, résolument engagé, est dédié à la lutte contre toutes les dominations. En contribuant au débat public sur différents thèmes, il est à la recherche d'alternatives politiques et sociales. Considérant que c'est en confrontant les points de vue et en encourageant la critique que l'on avance, le site mêle contributions d'individus, textes collectifs qu'ils soient d'origine associative ou syndicale, peu importe ! Entre les « espaces » (politique, société, culture, monde) qui abordent différents sujets de débats, les « thèmes » de prédilection du site (justice – prison, éducation, santé publique, drogues, sida), et les « fils rouges » (contrôle social – normalisation, répression pénale, médicalisation, corps et pouvoir, sujet de l'inconscient – social), l'internaute ne risque pas de se retrouver à court d'idée ! Continuons le combat !

l'essai

MÊME PAS DRÔLE

Philippe Val, de Charlie

Hebdo à

Sarkozy

SÉBASTIEN

FONTENELLE

Libertalia

178 pages

8 euros



Philippe Val n'aime pas être contredit. Sauf par lui-même. C'est ce qui ressort du livre de Sébastien Fontenelle, journaliste caustique exerçant notamment à *Politis* et *CQFD*.

L'auteur s'attarde sur le virage conservateur de l'ancien directeur de *Charlie Hebdo*, de 1999, période pendant laquelle il justifie l'intervention de l'Otan au Kosovo, jusqu'à 2009, lors de sa nomination par Sarkozy à la tête de France Inter. On s'aperçoit alors que Val change d'opinion sur les gens dès lors qu'ils entrent dans son cercle d'amis (BHL, Sarkozy).

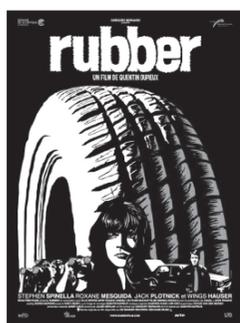
On (re)découvre aussi que son argumentaire se cantonne à deux idées : quiconque n'est pas d'accord avec lui est un nazi et si lui peut se permettre de juger le monde des médias du haut de son infinie sagesse, l'inverse lui est insupportable.

Ainsi, il s'insurge de la création de l'Observatoire français des médias, qu'il considère comme un « flicage des journalistes ». Il revendique la liberté d'expression lors du procès des caricatures de Mahomet mais licencie Siné pour une chronique jugée – à tort – antisémite par le président de la Licra. Il qualifie le refus de l'intervention de l'Otan au Kosovo d'anti-américanisme (forcément) antisémite. Il compare Internet à la Kommandantur et ses utilisateurs à des collabos anonymes. Dans l'affaire Clearstream, il crache sur Denis Robert alors que, par le plus grand des hasards, l'avocat de Clearstream est également celui de *Charlie Hebdo*.

D'une manière générale, il tente des procès d'intention à ses contradicteurs au point de vider de leur sens des mots faisant référence au fascisme, mais s'adonne, lui, à des raccourcis et des amalgames historiques douteux. Ce qui, effectivement, n'est même pas drôle.

Gilles Pagaille

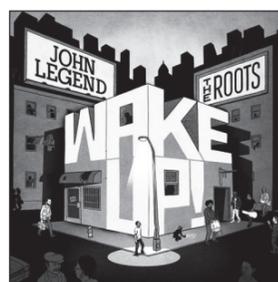
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



FILM
RUBBER
QUENTIN DUPIEUX

L'histoire pourrait vous paraître folle et insensée, une série B de bas étage et derrière ces mots un piètre chroniqueur : un pneu tueur amoureux d'une mystérieuse brune, tout cela dans le désert californien ! Et pourtant cette œuvre est très certainement la livraison la plus révolutionnaire du cinéma français et bien au-delà depuis de nombreuses années. Réalisé avec deux francs six sous, le film est un défi artistique lancé à la figure de l'industrie cinématographique. Les spectateurs présents dans le film sont mis en abyme en permanence, véritable parabole acide du spectateur – consommateur à la mode TF1. Des acteurs inconnus livrent une prestation très généreuse. Ce film est donc un pavé dans la marre du pré-mâché et du déjà-vu de la culture industrielle, illustré par un final explicite sur la mise à mort de Hollywood.

Thibault Blondin



MUSIQUE
WAKE UP!
JOHN LEGEND & THE ROOTS

Ce disque scelle une inespérée association entre John Legend, un des plus dignes représentants de la scène soul actuelle, et The Roots, l'une des formations hip-hop les plus polyvalentes et innovantes. Ils partagent néanmoins tous un profond respect pour l'héritage des artistes afro-américains des années 1960 et 1970 qui surent allier le sens du groove et le gout de la lutte. Leur rencontre ne pouvait donc que déboucher sur un hommage aux gloires passées, connues ou non, de cet âge d'or. Les reprises passent ainsi en revue l'utopiste *Wake up everybody* d'Harold Melvin and the Blue Note (le son de Philadelphie), le très sombre *Little ghetto boy* de Dony Hataway ou le toujours splendide et jazzy *I wish I knew how it would feel to be free* de Nina Simone qui n'a malheureusement pas pris une ride. Humble et réussi, un disque d'hommage et un devoir de mémoire.

King Martov



LIVRE
THE CLASH
Strummer, Jones, Simonon, Headon

Diabla Vauvert / 22 euros
Cet ouvrage a l'immense mérite de rendre la parole aux premiers concernés en compilant leurs souvenirs (souvent recomposés ou partiels, c'est la limite du genre) par ordre chronologique. Histoire de confirmer, entre deux anecdotes, que sans eux le punk n'aurait jamais rien compris au reggae et d'appréhender pourquoi leurs brûlots militants martelés comme des hymnes libertaires, et en dépit d'un certain anachronisme, gardent toujours une telle force évocatrice aujourd'hui. Avec aussi cette petite dimension élégiaque quand les protagonistes racontent les chemins de leur jeunesse qui les amenèrent à rejoindre les rangs de cette fraction armée rock. Ainsi Paul Simonon relatant l'Angleterre de la fin des sixties dans son quartier de Herne Hill près de Brixton : « On était obsédés par les vêtements flashy, la musique jamaïcaine, la baston et le football. Les filles sont venues plus tard. »

K. M.



LIVRES
UNE CANAILLE ET DEMIE
Iain Levison

Coll. Piccolo Liana Levi / 9 euros
A priori, rien ne destinait Elias, ambitieux professeur de fac, et Dixon, braqueur de banque, à cohabiter. L'un est blanc, l'autre noir. Le premier recherche la réussite à tout prix quand l'autre n'aspire qu'à la tranquillité. Mais un hold-up raté oblige Dixon, blessé et en cavale, à trouver un refuge pour reprendre des forces et réaliser son rêve : acheter une ferme en Alberta. Comme dans son premier roman¹, Levison s'attaque aux fondements de la société étatsunienne : le culte de la réussite, le billet vert, les armes à feu... Avec un art certain de la formule, il met à nu l'hypocrisie quotidienne du rêve américain et ses rouages – la violence et le vol – tout en réussissant à arracher à son lecteur un sourire de connivence – quand ce n'est pas un éclat de rire !

Henri Clément

1. voir *Tout est à nous* ! n°74 - 21/10/2010

EXPO Marseille, Hérault et le surréalisme

Avec l'exposition Jacques Hérault et le surréalisme (jusqu'au 11 janvier 2011), le musée Cantini célèbre à la fois le centenaire d'un grand artiste encore insuffisamment reconnu et le soixante-dixième anniversaire d'une page mémorable de l'histoire de Marseille.

L'intérêt que porte régulièrement le musée Cantini au surréalisme (avant cette exposition, il y eut une belle rétrospective Oscar Dominguez en 2005 mais aussi La Planète affolée dès 1986) tient largement au fait que Marseille fut entre l'automne 1940 et l'été 1941 le refuge des surréalistes français et européens fuyant les nazis et la police de Vichy. Le « comité américain de secours aux intellectuels » créé par Varian Fry les aida certes à se loger et, pour quelques-uns, à gagner les États-Unis mais pour la plupart ce furent des mois de semi-clandestinité et de misère, à peine atténuée par la vente de sucreries qu'ils fabriquaient dans leur coopérative du Fruit Mordoré, et les jeux collectifs qu'ils inventèrent ensemble, bien représentés et décrits dans cette exposition et son catalogue. Parmi ces réfugiés, comme artiste surréaliste déjà en vue et comme juif de Roumanie venu se fixer à Paris à l'âge de vingt ans, Jacques Hérault (1910-1987) eut à prendre des précautions particulières et ne s'en tira que grâce aux cachettes qu'offraient alors les dédales du vieux Marseille.

S'étant vu refuser comme bien d'autres non moins menacés (tel son ami Brauner, lui aussi juif de Roumanie) le visa pour les États-Unis, il rejoignit Paris, toujours davantage sous la botte nazie, soutint le groupe de La Main à plume dans ses tentatives d'éditer des publications surréalistes, et résista en fabriquant des faux-papiers, ce qu'on ne lui avait pas enseigné à l'école des Beaux-Arts de Bucarest. Ces détails biographiques résument assez le tempérament impavide d'Hérault. Mais c'est dans ce que cette exposition montre de son œuvre peinte, dessinée et gravée qu'éclate réellement son génie audacieux, à la fois subtil et totalement libéré du souci de plaire « universellement et sans concept », selon les termes de Kant. Hérault l'a raconté dans son *Maltraité de peinture* (premiers extraits publiés sous l'Occupation, plusieurs éditions ensuite, celle de 1976 reste soldée), hanté par des accidents aperçus durant son enfance, il en vint à peindre non seulement des corps écorchés, mais la structure invisible et mouvante des êtres et des choses, « jusqu'à arracher la peau du ciel ». C'était sa façon personnelle d'en finir avec la « peinture rétinienne », comme disait Duchamp.

Du monde à vif de ses « cristallisations » d'avant-guerre aux « germinations » minérales et végétales de sa dernière manière, peut-être plus mystérieuses, la rupture n'est qu'apparente. Ses dessins, ses affiches-poèmes et ses remarquables illustrations de livres (Sade, Gracq, Butor, Ghérasim Luca, Bataille notamment) le

montrent, la recherche d'Hérault ne connut ni arrêt ni discontinuité. C'est en s'approfondissant qu'elle se diversifia, pour explorer non plus seulement l'arrière des apparences mais les secrets du mouvement, où il tira de sa plume et de ses pinceaux des résultats extraordinaires, là encore en prolongement de Duchamp. « Sur la Terre tout pousse et éclate à une vitesse considérable », observait-il, ce « qui fait naître un grand tourment chez le peintre... car celui-là même qui le subit est en mouvement ». Il en concluait : « il faut peindre le vent », et c'est ce vent plein de vie qui traverse l'exposition Hérault du musée Cantini.

Gilles Bounoure



Les Têtes. 1939, huile sur toile, 81 x 65 cm. Dépôt du MNAM, Centre Georges Pompidou. Musée Cantini, Marseille © ADAGP, Paris, 2010. (ci-dessus) L'Air s'adoucit. 1957, huile sur toile, 114,5 x 195 cm. Collection particulière © ADAGP, Paris, 2010. (à gauche)

Référendum sur les retraites : parlons-en !

L'appel à un référendum lancé par Politis recueille de nombreuses signatures. Mais les décrets d'application de la loi prévoyant la possibilité d'un référendum d'origine populaire n'étant pas sortis, des mobilisations comparables à celles de la retraite seraient nécessaires pour obliger Sarkozy à l'organiser.

Depuis le 6 novembre dernier, l'appel à un référendum lancé par Politis à la mi-septembre, connaît un véritable « buzz » puisqu'à ce jour cette pétition électronique rassemble près de 300 000 signataires venus de tous horizons : antibéreaux, socialistes, verts, militantEs du NPA, syndicalistes, jeunes, retraités... Tous ces nombreux signataires ont participé activement à l'exceptionnelle mobilisation contre la réforme des retraites de cet automne et refusent aujourd'hui le « déni de justice et de démocratie », le passage en force de ce gouvernement. En signant cette pétition, ils veulent imposer un véritable débat démocratique, prolonger le combat, les mobilisations sur les retraites et montrer que la colère sociale est toujours présente.

La question du référendum n'est pas nouvelle. Elle est apparue au plus fort de la mobilisation sur les retraites où il y avait plus de 3 millions de personnes dans les rues et au moment où le mouvement social prenait la forme de grèves et de blocages.

Cette bataille du référendum était portée, en particulier, par le Parti de gauche qui avait mis cette question sur le devant de la scène pour proposer « une sortie civilisée à une situation bloquée ». Le NPA s'y était opposé car elle apparaissait plus comme une diversion qui laissait croire qu'on pouvait éviter une confrontation majeure pour gagner. De plus, défendre le référendum à ce moment-là, c'était également défendre l'idée que la question sociale ne pouvait être résolue que par un vote.

La situation n'est plus la même : la loi a été promulguée. Désormais, pour beaucoup de signataires, cet appel est une manière de ne pas en rester là sur la question des retraites, de continuer le combat et de remettre la démocratie et le « pouvoir du peuple » sur le devant de la scène. Surtout qu'aujourd'hui, pour le gouvernement et le patronat, ce dossier est loin d'être terminé puisqu'ils ont dans le collimateur les retraites complémentaires et globalement toute la protection sociale. Mais il faut rappeler que la loi organique permettant la mise en œuvre du référendum d'initiative populaire n'a pas fait l'objet de décrets d'application et qu'il est donc, à ce jour, impossible d'obtenir un tel référendum sans mobilisation. Imposer un référendum à Sarkozy demande donc un rapport de forces du même ordre que celui pour obtenir l'abrogation de la loi... Cela signifie que signer cette pétition ne changera rien à la situation et ne permet pas de discuter de victoire possible et ne pourra pas remplacer le rapport de forces social nécessaire pour faire reculer le gouvernement. Nous avons perdu un round mais en nous battant et nous sommes loin d'être



KO. L'urgence pour celles et ceux qui se sont battus contre la loi sur les retraites, c'est de comprendre ce qui nous a manqué pour gagner et de débattre ensemble des outils à forger pour l'avenir...

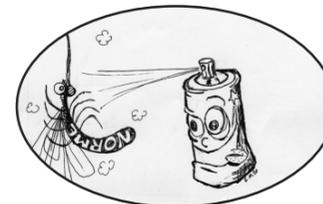
COMPRENDRE CE QUI A MANQUÉ POUR GAGNER

À sa mesure, le NPA propose de mener ce débat le 11 décembre prochain, lors d'une rencontre nationale ouverte, et participera à tous les débats sur les bilans et les perspectives de ce mouvement. Il faut que sur tous les lieux de travail, dans tous les quartiers, se poursuive la mobilisation, que l'on se donne les moyens et les outils pour continuer à politiser en faisant le lien entre les politiques antisociales en France mais aussi en Europe, les profits qui explosent, les politiques antisociales de l'Union européenne, du FMI... Après cette formidable mobilisation, nous sommes nombreux et nombreuses à penser qu'on ne peut en rester là, cela explique aussi le succès récent de la pétition de

Politis, et que nous ne pouvons pas non plus attendre 2012 pour entamer le deuxième round. La colère sociale est toujours présente et le sentiment que ce gouvernement est illégitime est très fort. Nous devons donc tous ensemble, ici comme ailleurs, faire en sorte que les prochains dossiers du gouvernement soient stoppés par les mobilisations sociales, les grèves. Nous devons mettre en avant des propositions alternatives de rupture avec le capitalisme par une répartition des richesses faisant payer la crise aux riches, par un partage du travail pour permettre à tous et toutes de travailler, ou encore, par nos luttes, imposer l'annulation de la dette illégitime, l'expropriation des banques, la mise en place d'un service public bancaire qui permettrait de financer un plan de transition économique et écologique basée sur la satisfaction des besoins. C'est l'urgence du moment !

Sandra Demarcq

Normicides



Petite mise en situation... Vous sortez de chez vous après une heureuse grasse matinée, il fait enfin beau. Dans le hall de l'immeuble, vous croisez la voisine sympa du 4^e qui vous demande, souriante, comment vous allez. Une seule réponse vous vient : « J'ai connu mieux... », et l'envie de l'envoyer bouler. Ou bien encore, un collègue que vous appréciez vous propose enfin, enthousiaste, un projet de travail intéressant. Pourtant, rien ne peut empêcher les larmes de monter et ce sentiment de vous envahir : rien ni personne ne vous comprendra jamais vraiment. Dernier indice : ce truc lourd, dans le bas du ventre, qui vous fait vous sentir moche et mal à l'aise dans n'importe quelle position. Certaines d'entre vous ont compris : les règles arrivent demain.

Voilà quelques années maintenant que ce genre d'épisode a revêtu le statut de souvenir pour moi : mon gynéco m'a prescrit LA pilule faite pour celles qui comme moi fument, ont dépassé les 35 ans, et n'ont jamais accepté ces foutues règles comme une fatalité de leur identité sexuelle. Elle se prend tous les jours (en voilà, une belle contrainte inégalitaire) : plus de règles ! Je n'ai pas versé une larme sur cette disparition, n'ai pas été bouleversée un seul instant par ce changement ni subi de troubles de l'identité depuis, pour la simple raison qu'il m'a paru complètement légitime de ne plus souffrir...

Non, les règles n'ont jamais lavé de quoi que ce soit, n'ont jamais identifié qui que ce soit, et parfois, j'em... la nature.

CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Si en plus tu as adapté le piège à ours à cette nouvelle chasse ou inventé un nouveau miroir aux alouettes, contacte la rédaction de Tout est à nous ! qui se chargera de sa (re)production à grande échelle. Toi aussi deviens unE serial norm killer-euse.

courrier Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Calomnie. J.-E. D. (Hérault) : J'ai été surpris de lire dans le courrier des lecteurs de *Tout est à nous !* n°79, sous le titre *Trop gentils* que Leroy, ancien dirigeant du PCF, faisait partie du nouveau gouvernement Fillon.

C'est tout à fait impossible : aux dernières élections régionales, Roland Leroy, ancien directeur de *l'Humanité*, est venu soutenir la liste unitaire du Front de gauche, du NPA, et d'autres organisations antilibérales « À Gauche Maintenant ». À cette occasion, il avait rencontré Alain Krivine et cette entrevue avait été signalée par la presse locale.

Le courrier en question mentionne « Leroy » sans prénom. Or il s'agit de Maurice Leroy et non Roland. Le nouveau ministre de la Ville qui remplace Fadela

Amara est membre du Nouveau Centre, mais il a commencé sa carrière politique comme membre du PCF et a été le président du groupe communiste au Sénat de 1984 à 1990. Après avoir travaillé avec Charles Pasqua et Éric Raoult, il est élu député du Loir-et-Cher en 1997 et a rejoint l'UDF en 2003. (la rédaction)

Grèce. Andreas Sartzekis (Athènes) : Oui, Y. R. (*Tout est à nous !* n°78), le cas du KKE doit intéresser le NPA. Car si ses militants sont souvent engagés dans des combats résolus, si les votes KKE traduisent en grande partie une volonté de rupture, quelle politique concrète mène sa direction ? Anticapitaliste, ce parti qui en 1989 gouverna avec la droite et l'actuel Synaspismos ? « La victoire [...] peut être le point de départ de la

grande alliance populaire de la classe ouvrière [...] et des petits patrons » (tract central du 15/11/2010). Ironie, ce jour, les petits patrons se confrontent en Crète aux marins en grève soutenus par le KKE... Internationaliste ? Peut-on oublier qu'au nom de l'anti-impérialisme, il soutenait le camp serbe contre l'indépendance des peuples des Balkans ? Sectarisme de ma part ? Depuis des années, c'est le KKE qui divise les travailleurs, manifestant ailleurs qu'avec la confédération GSEE. Prose des étudiants du KKE pour le 17 novembre 2010 : « les groupes EAAK (proches d'Antarsya) - Syriza - KOE veulent montrer que le gouvernement Pasok n'est pas le responsable » des mesures d'austérité. Donc, impasse politique, mais un électorat radical. Aux régionales, le KKE a obtenu 593 000 voix (6%

des inscrits, 10,8 des exprimés), la coalition Antarsya 97 700 (1% et 1,8%), progressant chacun en un an de 75 000 voix environ. Ce progrès d'Antarsya peut être décisif, si elle sait s'adresser aux militantEs du KKE, de Syriza et aux millions d'abstentionnistes, pour l'unité ouvrière et un anticapitalisme réel.

BDS: procès reporté à Mulhouse

Le 26 novembre, s'est tenu un meeting de soutien au douze militants de la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) dont le procès devait se tenir à Mulhouse, le 29. Bien que celui-ci ait finalement été reporté pour maladie de l'un des juges, quelque 150 personnes se sont retrouvées le matin même pour un rassemblement devant le tribunal.

La mobilisation en faveur des militants poursuivis pour avoir dénoncé l'impunité d'Israël et avoir appelé au boycott des produits israéliens doit se poursuivre et s'amplifier.

La campagne BDS continuera dans le monde et en France tant que les trois demandes des Palestiniens, en conformité avec le droit international, ne seront pas respectées :

- fin de la colonisation, de l'occupation et démantèlement du Mur,
- droit au retour de tous les réfugiés,
- fin de l'apartheid pour les Palestiniens vivant en Israël, les « arabes-israéliens ».

La campagne BDS appelle au boycott de produits illégaux car étant le fruit d'un crime de guerre. Ces produits ont été condamnés par la Cour européenne de Justice dans son arrêt Brita du 25 février 2010. Ce sont ces produits qui sont hors-la-loi, pas les militants de la solidarité avec la Palestine, qui s'inscrivent dans une tradition de lutte antiraciste et anticolonialiste.

Ce boycott n'est pas une « discrimination », et encore moins une « incitation à la haine raciale », mais un acte citoyen de refus des violations du droit qui depuis plus de 60 ans fondent la politique criminelle de l'État d'Israël.

Famille Haddaoui: espoir fragile

Parents, amis, voisins, souvent membres ou proches du Réseau éducation sans frontières (RESF), ne se sont jamais résignés à l'expulsion le 23 novembre 2007 de Mohamed Haddaoui.

Père de famille, sans-papiers d'origine marocaine, il vivait à Asnières (Hauts-de-Seine) après son arrivée en France en 1999. Sa femme et leurs deux enfants l'ont rejoint en 2003. Un troisième est né ici.

Non régularisé dans la loterie de la circulaire Sarkozy en 2006, alors qu'il rentrait totalement dans les critères, Mohamed Haddaoui est arrêté au retour de son travail (il est ferrailleur dans le bâtiment) lors d'un de ces honteux contrôles au faciès. Il est expulsé, malgré les protestations. Les manifestations et les pétitions continuent après son départ: comment comprendre l'acharnement contre un père de famille sans histoire? Mme Haddaoui est aussi menacée d'expulsion (OQTF) puisque « son mari... vit au Maroc et non en France! » Mohamed et Rahma n'ont plus de famille au Maroc: tous vivent en France, en Belgique ou en République tchèque.

Après trois ans de séparation, Mohamed a réussi à obtenir un visa... qui expire le 30 novembre 2010. Cette famille ne doit pas à nouveau être démembrée!

Objectif 1500 abonnéEs supplémentaires

Pendant le mouvement pour la défense des retraites, notre journal s'est fait l'écho des luttes et s'est efforcé de fournir des analyses pour donner des perspectives à toutes celles et ceux qui étaient engagéEs dans cette contestation. Et les ventes ont été à la hauteur de la visibilité de notre organisation tout au long des différentes manifestations.

Néanmoins, les idées anticapitalistes sont aussi – et peut-être même encore plus – utiles lorsque les mouvements se calment. Ainsi, l'illégitimité du nouveau gouvernement Fillon est toujours aussi grande, la sécurité risque de revenir sur le devant de la scène pendant que les forces de l'ordre continuent de se déchainer contre le mouvement social, les sans-papiers, les Roms, et plus généralement les plus pauvres.

Tout est à nous! se veut un outil, aussi bien pour comprendre les stratégies des classes qui nous gouvernent que pour relater les luttes qui se produisent en France, en Europe et à travers le monde.

Il est un outil également pour le NPA. C'est dans le journal que se trouvent les idées que défend notre parti. Faire lire le journal à ses amiEs, ses collègues, sa famille ou à une personne rencontrée lors d'une action, sur un marché etc. permet par la suite d'avoir des discussions, des débats et de se rendre compte des accords et désaccords. En ce sens, le journal est irremplaçable. Néanmoins, un journal a un coût et pour ce qui nous concerne, il ne peut être couvert ni par des subventions ni par de la pub.

Pour continuer de paraître, il nous faut augmenter rapidement notre nombre d'abonnés de 1500.

Alors, abonnez-vous en découpant le bulletin page 11 et en le renvoyant à *Tout est à nous!* 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex.

Lyon. La Prise de Bellecour

Le « Collectif du 21 octobre » de Lyon, regroupant 41 organisations dont le NPA, a vu le jour à la suite de la séquestration sur ordre préfectoral de 600 personnes, majoritairement des jeunes, le 21 octobre dernier entre 13h30 et 19h30 place Bellecour. Ces personnes étaient venues rejoindre le cortège d'une manifestation autorisée contre la réforme des retraites ou passaient simplement pour se rendre à leur travail ou ailleurs. Elles ont été gazées, flashballées, arrosées, ou même matraquées, pendant six heures, dans la nasse étanche qu'était devenue la place. Elles ont été photographiées depuis un hélicoptère ou des véhicules qui tournaient autour de la place, humiliées, insultées, contrôlées, triées selon leur couleur de peau et emmenées au poste par bus entiers quand elles n'avaient pas de papiers d'identité.

Afin de rompre l'isolement des victimes et d'apporter un soutien juridique, social et psychologique à tous les inculpés, le collectif a mis en place des permanences pour recueillir les témoignages et les plaintes. Le collectif étudie la possibilité de déposer plainte ou de saisir la commission

nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) ou la commission nationale informatique et liberté (CNIL) et réclame l'abandon des poursuites envers tous les inculpés.

Devant l'afflux des témoignages écrits ou photographiques, le collectif a organisé samedi dernier « La Prise de Bellecour » afin de reconquérir cet espace public confisqué par l'État.

Autour de la statue de Louis XIV, des dessins, des photos et des extraits de témoignages ont été accrochés, du son d'hélicoptère diffusé, un film projeté. Cette action symbolique a été marquée par les provocations de deux policiers nationaux soutenus par plusieurs dizaines de policiers municipaux, tentant de faire dégager les véhicules qui servaient à tendre les fils de l'expo, ou encore menaçant de porter plainte à propos d'un dessin jugé « diffamatoire »... Beaucoup de jeunes aussi, venus voir s'ils se reconnaissaient sur les photos, désireux de raconter leur histoire, et se mobilisant pour maintenir les fils de l'expo lorsque la police somma les organisateurs de déplacer les véhicules. Cette expo devrait à présent continuer de

vivre en se déplaçant de quartier en quartier dans Lyon et les environs.

Plus de 400 personnes se sont retrouvées mercredi soir à la Bourse du travail à Lyon pour participer au meeting qui complétait ce dispositif de dénonciation des violences policières. Dans un premier temps, des témoignages recueillis ont été lus ou racontés par leurs auteurs, puis la salle a pris le relais pour rapporter encore d'autres faits vus ou paroles entendues.

Après les interventions de plusieurs avocats ou magistrats lyonnais, le meeting a été clôturé par Serge Portelli vice-président du tribunal de grande instance de Paris, qui a rappelé à l'assemblée que ces pratiques ne sont pas nouvelles en France, que les étrangers, sans-papiers ou encore habitants des quartiers populaires sont depuis très longtemps victimes de ces atteintes à leurs droits. Selon lui, l'État social est en recul depuis de nombreuses années, laissant la place à un État policier et pénal qui a pour but d'exclure et d'enfermer par la misère ou la répression tous ceux qui dérangent.

Correspondants

Violence urbaine, violence capitaliste

N'entrons pas dans la polémique consistant à déterminer si la fusillade de la Rose se trouve dans la catégorie du grand banditisme ou dans celle de la crise sociale des quartiers populaires (QP). Le lieu et le mode opératoire de ce drame, la classe de fait dans les deux! Après tout qu'importe s'il s'agit d'une reprise en main de territoire par telle ou telle association de malfaiteurs, cela regarde la police. Le reste nous interpelle en tant que militantEs! Le choix fait par les assassins de frapper vite et fort sans considération pour la jeunesse des victimes, l'heure (21 heures) et le mépris des risques de « dommages collatéraux », marque un tournant dans l'histoire de la criminalité dans nos quartiers... Ce tournant vient de loin, il s'inscrit dans un contexte de désengagement progressif mais inéluctable de l'État et des collectivités territoriales. Il faut prendre en compte la réalité du terrain et comprendre ce que signifie concrètement et au quotidien la substitution de l'économie réelle (légitime) par l'économie parallèle.

Cette économie est au sens strict du terme pour la quasi-totalité de l'organigramme, une économie de survie. La somme des discriminations et des exclusions que subissent les habitants des QP, la paupérisation et la déstructuration sociale et familiale (taux de familles monoparentales nettement plus élevé qu'ailleurs) conduisent un grand nombre de familles à « tolérer » cette fatalité et à accepter l'argent qui va avec. Un argent qui ne sert pas à

s'enrichir mais à se nourrir (mal) et à se vêtir (pas cher). Cette question se pose à tous, que proposons-nous comme alternative à ces jeunes gens et aux familles qu'ils soutiennent? Le choix est pour eux très limité: vivre misérablement ou vivre dangereusement! La fusillade de la Rose rajoute un autre choix: mourir jeune et brutalement! Le gouvernement continue de tourner le dos à cette réalité, par idéologie, par inaptitude totale à l'empathie à l'égard de ces populations. Population dans laquelle nos institutionnels ne se reconnaissent pas, ne s'investissent pas! Pire, population que la droite et le FN méprisent et rendent responsable du problème. Les femmes victimes de viol et à qui l'on demande comment elles étaient habillées savent de quoi nous parlons! Le tout sécuritaire comme unique traitement de cette question est un aveu d'incompétence et un crime politique de non-assistance à population en danger! La surenchère de certains caciques du PS sur le sujet est à vomir et signe la faillite idéologique et l'ampleur du reniement de celles et ceux qui continuent de se dire de gauche. La commission QP n'a pas de solutions clés en mains, mais avec nos camarades du milieu associatif de ces quartiers, les animateurs et l'ensemble des bonnes volontés, nous avons entamé une réflexion autour de cette violence et nous travaillons à



(PHOTOTHÈQUE, ROUGE/MB)

l'élaboration d'une série de propositions. Nous explorons la piste de la légalisation du cannabis et la façon dont nous pouvons vulgariser et faire progresser cette idée. Nous travaillons sur la façon dont les militantEs du NPA pourront s'impliquer dans un vaste programme d'éducation populaire et dans le soutien aux habitants des QP dans le cadre de leurs luttes. Réintroduire de l'éducation et de la culture, proposer des solutions économiques viables et durables, voilà nos priorités. Des livres et des convictions à la place des armes! De la solidarité et des perspectives d'avenir hors du capitalisme, contre le désespoir des trafics, de la précarité et de la compétition meurtrière!

NPA / commission QP 13

Grève offensive à Métal Valley

Les trois usines Vallourec de Côte-d'Or ont connu un mouvement de grève à l'occasion de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires. D'abord brièvement chez Valti à Montbard, l'unité la plus en difficulté du groupe, où une augmentation en pourcentage un peu au-dessus de la proposition initiale du patron a été acceptée. Puis à Valinox « nucléaire » où, après des débrayages de quelques jours, les représentants syndicaux ont signé un accord, sans l'avis des salariés, pour une augmentation assez faible: les délégués syndicaux (CGT et CFDT) ont été contraints à la démission sous la pression de la base.

À Valtimet de Venarey-Les-Laumes, les salariés refusent de caler. Ils ont d'abord fait pression sur les négociations en débrayant deux heures par poste pendant une semaine, obtenant ainsi une augmentation de 1,2% et une prime « sous condition » de

1400 euros. Mais ils refusent une prime hypothétique (celle annoncée l'an dernier a été divisée par deux au prétexte d'objectifs non atteints alors que la production a augmenté) et veulent une augmentation de salaire à hauteur de l'inflation, une augmentation uniforme de 20 euros et une prime de vacances.

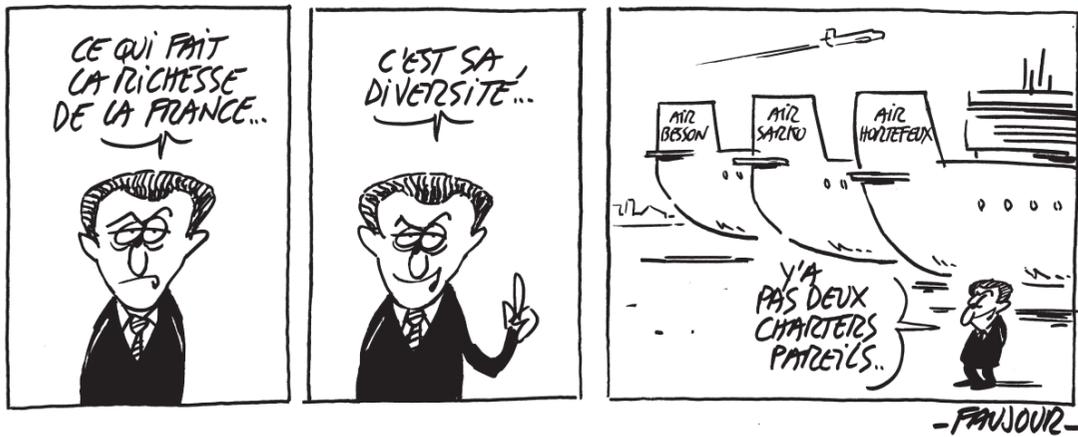
90% des 153 salariés de la production se sont alors mis en grève totale et illimitée dès le lundi 22. La direction locale transmet le dossier à la direction nationale qui redoute que cela fasse tache d'huile si elle cède dans une usine. Depuis, silence radio. Mardi une équipe de France 2 a fait un reportage pour l'émission Complément d'enquête, la direction Vallourec a aussitôt tenté de le faire supprimer, mais France 2 n'a pour l'instant pas cédé.

Plus de 130 salariéEs jeunes, femmes, anciens, se relaient sur le piquet de grève. Nombreux sont ceux qui ont participé à la

mobilisation pour les retraites et pour beaucoup cette grève sur les salaires s'inscrit dans une lutte plus globale contre le système qui les écrase. Les discussions fusent: vol éhonté de Vallourec qui a multiplié ses dividendes par 1007% en cinq ans alors que la masse salariale n'a évolué que de 35%; carnets de commandes pleins et pressions pour faire travailler les jours fériés; 1 million d'euros versés par les collectivités locales pour un nouvel atelier qui coûte 1,7 million alors que Vallourec investit 70 à 80 millions en Chine. On parle aussi de la formidable solidarité qui s'est établie entre les collègues, du mouvement de Valinox qui aurait pu être un point d'appui...

La grève a été votée pour lundi 29, puis elle sera reconduite jour par jour. Déjà, quelle qu'en soit l'issue, ce qui est bien ancré dans les têtes c'est la fierté de la lutte et la certitude que ce ne sera pas la dernière.

Correspondante



Thales dégraisse pour augmenter ses profits. Le groupe d'électronique Thales a décidé de supprimer 1 500 postes en France. Les départs se feraient sur la base du volontariat. Thales, dont l'actionnaire majoritaire est l'État, emploie 64 000 salariés dont 35 000 en France. La Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Allemagne devraient être aussi touchées. Les patrons invoquent la réduction des commandes gouvernementales liées à la crise. Le taux de profit du groupe est pourtant l'un des meilleurs du secteur (3 à 4% cette année) mais il s'agit de l'augmenter encore et pour cela de se débarrasser de salariés. Le «volontariat» dont parle la direction risque de s'accompagner de nombreuses pressions au départ ou de mobilités forcées touchant en particulier les salariés de plus de 50 ans.

Conférence sans ambition écologique. À Cancun au Mexique, la Conférence des parties n°16 de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) se déroule du 29 novembre au 10 décembre. Au cours de cette conférence, l'ONU tente de donner un nouveau souffle aux négociations sur le changement climatique, après le sommet de Copenhague dont l'accord final, au contenu très limité, n'avait été signé que

par 138 pays et constitue un échec sur le plan des négociations. Il faut cependant beaucoup d'imagination pour penser qu'un accord ambitieux et solidaire, s'attaquant aux véritables responsables de la crise climatique, sorte de la conférence de Cancun. Alors qu'une politique climatique radicale basée sur la justice sociale est de plus en plus urgente, on ne peut que compter sur la force et le développement des mouvements sociaux et environnementaux. Le sommet de Cochabamba d'avril dernier et les marches populaires et indigènes qui convergeront à Cancun sont des éléments qui font partie de la construction de ce mouvement international pour la justice climatique, mouvement qu'il s'agit de poursuivre aux quatre coins du globe.

La police et le Taser tuent. Un travailleur malien sans papiers de Colombes (Hauts-de-Seine) est mort à la suite de deux décharges de Taser tirées par la police. Celle-ci indique, non sans cynisme, qu'il aurait «pété les plombs» au moment de son interpellation. En fait c'est les plombs de son cœur qui ont probablement pété sous l'effet des décharges électriques de 50 000 volts. Comme le dénonce Amnesty international et le NPA depuis 2006 - l'entreprise Taser a été déboutée de son action en

diffamation contre Olivier Besancenot - cette arme, utilisée plus de vingt fois par mois en France, est extrêmement dangereuse. Elle peut tuer ou générer des dégâts irréversibles. Exigeons que toute la lumière soit faite sur ce décès et que le Taser soit interdit. Pour le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, «l'alternative au Taser c'est l'arme à feu», reprenant mot pour mot l'argumentaire de la société Taser. Non, M. Hortefeux, dans ce cas, l'alternative c'est la fin de la criminalisation des sans-papiers et leur régularisation.

Wikileaks. Les révélations de Wikileaks posent deux questions. Toute vérité est-elle bonne à dire et quels sont les buts poursuivis par ceux qui la disent. Pourquoi donc un État démocratique aurait-il des secrets à cacher à ses citoyens? Pour l'instant peu des informations révélées par les documents publiés par Wikileaks sont des surprises sur le fond. Pour ceux qui suivent les affaires de ce monde, ils confirment que les États-Unis défendent leur intérêts d'État impérialiste et sont prêts à tout pour cela, comme conforter les pires dictatures, les pires corruptions et organiser un réseau de centres de torture au niveau international. Les autres États ne sont pas en reste bien entendu. Il est donc bon que la «diplomatie» de cette internationale des

Le chiffre

53 000

C'est, selon La Tribune, le nombre de familles qui gagnent au moins 11 200 euros par mois et qui occupent un logement HLM. Ce chiffre est contesté mais, ce qui est sûr c'est que de nombreuses familles locataires de HLM dépassent de très loin le plafond de revenus autorisé. Pendant ce temps, 1,2 million de personnes sont en liste d'attente pour un logement social et, avec le grand froid, on n'a pas oublié que 300 personnes sont mortes de vivre dans la rue en 2009. Les familles aisées pistonnées dans les HLM doivent céder la place immédiatement et tous les logements vides non HLM doivent être réquisitionnés.

capitalistes guerriers et des dictateurs soit connue. Pour se rendre compte à quel point il est urgent de leur opposer une alliance internationale organisée de tous les exploités, la seule qui pourra vraiment les faire trembler. Car, c'est la deuxième question,

les personnalités, le fonctionnement et surtout les motivations des fondateurs de Wikileaks restent obscurs et le seul amour de la vérité basé sur le piratage ne peut suffire à faire un programme politique progressiste.



FRANÇOIS BAROIN

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉQUISITION DES LOGEMENTS VIDES

Un toit, un droit !



Paris, le 23 novembre. Le 6 janvier 2007, le collectif Jeudi noir et Droit au logement prenaient d'assaut une banque abandonnée, 24 rue de la Banque face à la Bourse de Paris. L'immeuble a depuis été racheté par l'Opac de Paris et abritera 21 logements sociaux. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

SOUSCRIPTION 2010

NOM
PRÉNOM
ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de «NPA souscription»
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.
Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -